L'unité

N° 115 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 14 au 20 Juin 1974



P.s. : un élan exceptionnel

Mesures économiques

UN COUP POUR RIEN

Le Parti socialiste occupe à nouveau l'actualité politique en cette fin de semaine. La Convention nationale qui se tient samedi n'est pas, en effet, une simple réunion de routine mais constitue, trois ans presque jour pour jour après la conclusion du congrès d'Epinay, une étape importante dans la vie du Parti.

Importante, d'abord, parce qu'elle va permettre de faire le point des nouvelles forces du P.s. telles qu'elles apparaissent au lendemain de la campagne de l'élection présidentielle et du mouvement d'adhésions qu'elle a déclenché. Toutes les indications

(suite en page 2)

Sommaire

3 **ECONOMIE : LE COUP DE BARRE, PAR GUY PERRIMOND.**

5 **PARTI COMMUNISTE : PORTES OUVERTES, PAR ANTOINE VIOLET.**
Les communistes français n'analysent pas les résultats du 19 mai de la même manière que Moscou.

6 **GAULLISTES : UN HOMME FLOU, FLOU, FLOU, PAR SERGE RICHARD.**
Un parti jobertiste ? L'intéressé se récrie : il n'en est encore qu'au premier jet des prolégomènes de l'ébauche d'un début de schéma de canevas de linéaments de projet...

7 **LE RETOUR DE TOTO-FRICOTIN, PAR NICOLAS BRIMO.**

8 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

9 **CONGRES : RADIOSCOPIE DE F.O., PAR MICHELE BACKMANN.**
La base de Force ouvrière rue parfois dans les brancards mais elle finit toujours par se reconnaître en Bergeron.

11 **GREVES : LA DOUCHE ECOSSAISE, PAR CHRISTINE COTTIN.**
L'ordre de fermeture était parti d'Ecosse. La lutte des 850 travailleurs de Mildé-Massot-Disdier pour le maintien de leur entreprise s'inscrit dans la bataille générale qui s'organise contre les multinationales.

12 **CHAUSSURE : LES PATRONS TALONNES.**

13 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

14 **ITALIE : LA CRISE PERMANENTE.**

15 **LYON : UNE TENEBREUSE AFFAIRE, PAR ROBERT BUTHEAU.**
Des hold-up, quelques assassinats, des machines à sous, une pincée de drogue, un homme d'affaires bien avec le gotha gaulliste : tous les ingrédients pour une bonne histoire lyonnaise.

16 **ENSEIGNEMENT : LES TROIS SIXIEMES, PAR JEAN-PIERRE MOULINS.**
Sachant que « l'économie » a besoin de 20 % de main-d'œuvre non qualifiée, calculez la proportion d'élèves de transition dans les classes de sixième. Réponse : 20 %. C.q.f.d.

17 **LIVRES : L'HISTOIRE CHANGE DE PEAU.**

18 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

19 **TOURISME SOCIAL : NE PLUS BRONZER IDIOT, PAR JOSETTE BARBIERI.**

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 14) A.i.g.l.e.s. (page 15) Barrigues (pages 4, 6, 9) Gérald Bloncourt (pages 20, 21, 22) Carlos (page 12) Jean-Pierre Coureuil (page 1, 15) Demoulins (pages 8, 14) Fotolib (pages 10, 12, 13) Guéna (page 7) Lacroux (page 17) Teich (page 24).

→ parvenues au siège du Parti et qui seront précisées samedi permettent d'avancer, à l'heure actuelle, un chiffre d'environ 25 000 nouveaux adhérents répartis dans toutes les régions. Pour la première fois, le nombre de cartes effectivement réglées à la trésorerie nationale dépasse sensiblement, à la date du 31 mai, le total des cartes délivrées au 31 décembre 1973. Ce qui confirme que l'objectif de 150 000 adhérents que nous évoquions la semaine dernière pourra être atteint à la fin de cette année.

Sans revenir sur les différents problèmes qu'elle pose au niveau de l'organisation, de l'accueil, de la formation, etc. et que la Convention nationale aura aussi à examiner, cette progression exceptionnelle accroît d'autant le rôle que le Parti socialiste est appelé à jouer dans la vie politique nationale. Différents sondages qui viennent d'être publiés soulignent d'ailleurs — et c'est évidemment une conséquence directe de la campagne de François Mitterrand — que l'audience du P.s. dans l'opinion s'est considérablement étendue par rapport aux élections législatives de l'an dernier.

Ce rôle et cette audience donnent évidemment de nouvelles responsabilités au Parti socialiste. Mais ils lui interdisent en même temps de laisser se créer la moindre confusion quant à son propre avenir.

La Convention nationale se réunit à un moment où l'idée d'un rassemblement de tous les socialistes français fait rapidement son chemin. Après les réactions favorables du P.s.u. et de la C.f.d.t. à l'appel lancé le 25 mai par François Mitterrand, le texte rendu public cette semaine par dix membres du Bureau national de la C.f.d.t., 34 responsables régionaux et locaux de cette organisation et une vingtaine de personnalités de gauche n'appartenant jusqu'ici à aucun parti constitue une importante initiative, dans la mesure où elle vise à la constitution d'une force politique cohérente autour d'un projet commun de société. Telle est bien aussi la volonté du Parti socialiste, mais il doit être ici clairement répété que celui-ci n'entend renoncer ni à l'image qu'il s'est acquise dans l'opinion ni à la stratégie qu'il a choisie il y a trois ans et qui a permis d'amener la gauche unie au seuil de la victoire. Il ne peut s'agir aujourd'hui de repartir à zéro et d'entamer un processus devant conduire à un nouveau congrès d'Epinay. Le problème est de mettre au point avec tous ceux qui sont désormais décidés à franchir le pas de l'engagement politique, et qui se situent aussi à la C.g.t., à la Fen, à Force ouvrière et dans divers autres mouvements, un projet socialiste pour la France et, à partir de là, de trouver les formes nécessaires pour que chacun se sente à l'aise au sein du Parti socialiste. Tel devrait être le sens de la grande rencontre nationale prévue pour l'automne et dont le Parti socialiste est prêt, pour ce qui le concerne, à entreprendre sans délai la préparation et à assurer la réussite.

CLAUDE ESTIER

UN COUP POUR RIEN

Le plan Giscard cherche à frapper les imaginations, mais c'est un coup pour rien.

Rien n'est réglé. Espérant que le temps jouera pour lui, gêné par l'étroitesse de son élection et par la fragilité de sa majorité, Giscard, qui devait gouverner dès le 24 mai, en est encore à faire semblant de le faire. C'est-à-dire à faire comme par le passé, à gouverner à vue. Le « plan d'assainissement » — appellation préférée à plan d'austérité — en est la preuve. Destiné à « éponger » une partie des liquidités des Français, à limiter le volume des importations, il n'aura que peu d'influence sur la situation de l'économie française. Mais, en réalité, il ne cherche pas à le faire, mais à frapper les imaginations.

Les difficultés du président de la République étaient prévisibles. Il était hors de question qu'il prenne des mesures portant atteinte aux intérêts du patronat. Celui-ci vient d'accepter les « petits » sacrifices que la situation implique. Tout comme il acceptera les mesures sociales de la semaine prochaine, le 0,5 % d'augmentation du pouvoir d'achat par trimestre, annoncé par Fourcade. La victoire de Giscard d'Estaing a été trop courte pour qu'une autre attitude soit possible. Mais il était également difficile à Giscard d'exagérer dans l'autre sens. Le 20 mai, les salariés se sont sentis plus forts que jamais. Et il aurait été difficile au Président de leur faire accepter n'importe quelle mesure. L'environnement international a fait le reste, l'accord sur l'or donnant plus de temps au Président. Et le plan annoncé à grand renfort de publicité se résume à une ponction fiscale dont les cadres feront en premier lieu les frais, une augmentation de 5 % du prix de l'énergie (et de 2,85 % seulement sur le super) et un petit quelque chose sur l'épargne. Rien, au total, qui puisse redresser la situation, stopper l'inflation, redresser le déficit du commerce extérieur.

Ce plan, tout comme le vote à 18 ans, est un pari sur l'avenir. Pour ce dernier point, le raisonnement de Giscard est évident : « Refuser le vote aux jeunes revient à avouer la méfiance de la droite à l'égard de la jeunesse. La gauche étant aux portes, la seule solution est de proposer moi-même une telle mesure et d'espérer que, d'ici aux prochaines élections, la tendance actuelle sera renversée. En attendant, j'espère ainsi marquer des points ».

C'est sur un raisonnement de ce type qu'est basé le plan du 12. Les entreprises sont taxées, la hausse sur l'essence sera reversée à la R.a.t.p. et à la S.n.c.f. pour stabiliser les prix des transports en commun. L'imagination est presque au pouvoir.

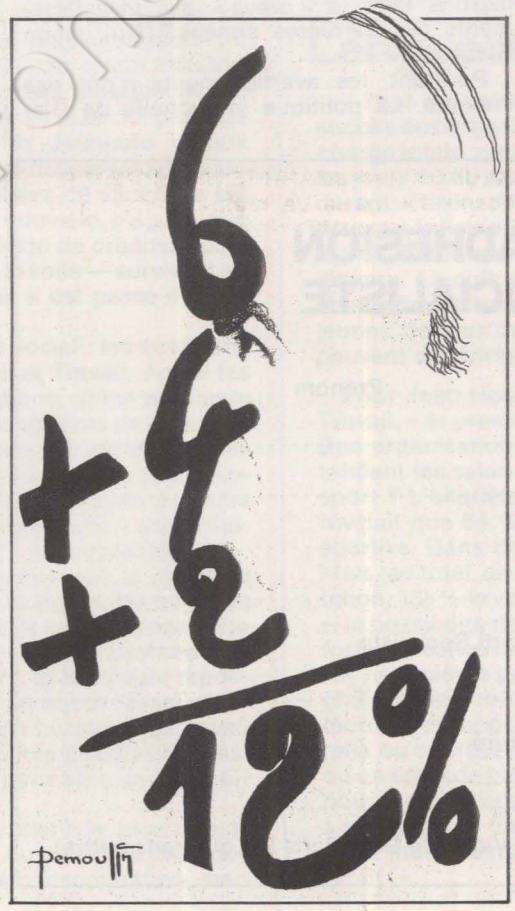
Pourtant, les faits sont coriaces. Les mesures annoncées ne faisant pas une politique, les prochains rendez-vous seront plus difficiles.

C'est la faute des Français. De tous les Français et des salariés en premier lieu. Si l'inflation galope, si la balance commerciale est en déficit, bref si la situation est grave, inutile de s'interroger pour savoir si celui qui fut jusqu'au 19 mai ministre des Finances est responsable. Inutile de se poser des questions sur les capacités du régime capitaliste. Inutile de chercher à savoir si le patronat se porte bien. Les mesures annoncées mercredi par le président de la République prouvent que les seuls responsables de cette situation sont les Français. Ils sont trop riches. Ils consomment trop. Dans leur boulimie, ils imposent aux industriels de ne produire que pour eux et pas assez pour l'exportation ; ils imposent aux compagnies pétrolières d'acheter — cher — du pétrole ; bref, inconscients et insouciants, nos compatriotes mettent l'économie en péril.

Et armé de son courage et de sa technique, Giscard d'Estaing, en augmentant les prix des produits pétroliers et en accroissant la pression fiscale, nous indique à la fois le chemin de la sagesse et celui de l'équilibre financier du pays...

Si pour des millions de Français la situation n'était pas aussi grave, on pourrait en rire. Et si ce n'était pas eux qui vont payer la note, nul ne doute qu'ils le feraient sans qu'on le leur demande.

D'autant que les mesures annoncées mercredi ne sont que la première vague d'un ensemble qui; d'ici à la rentrée prochaine, doit permettre, d'après les spécialistes du



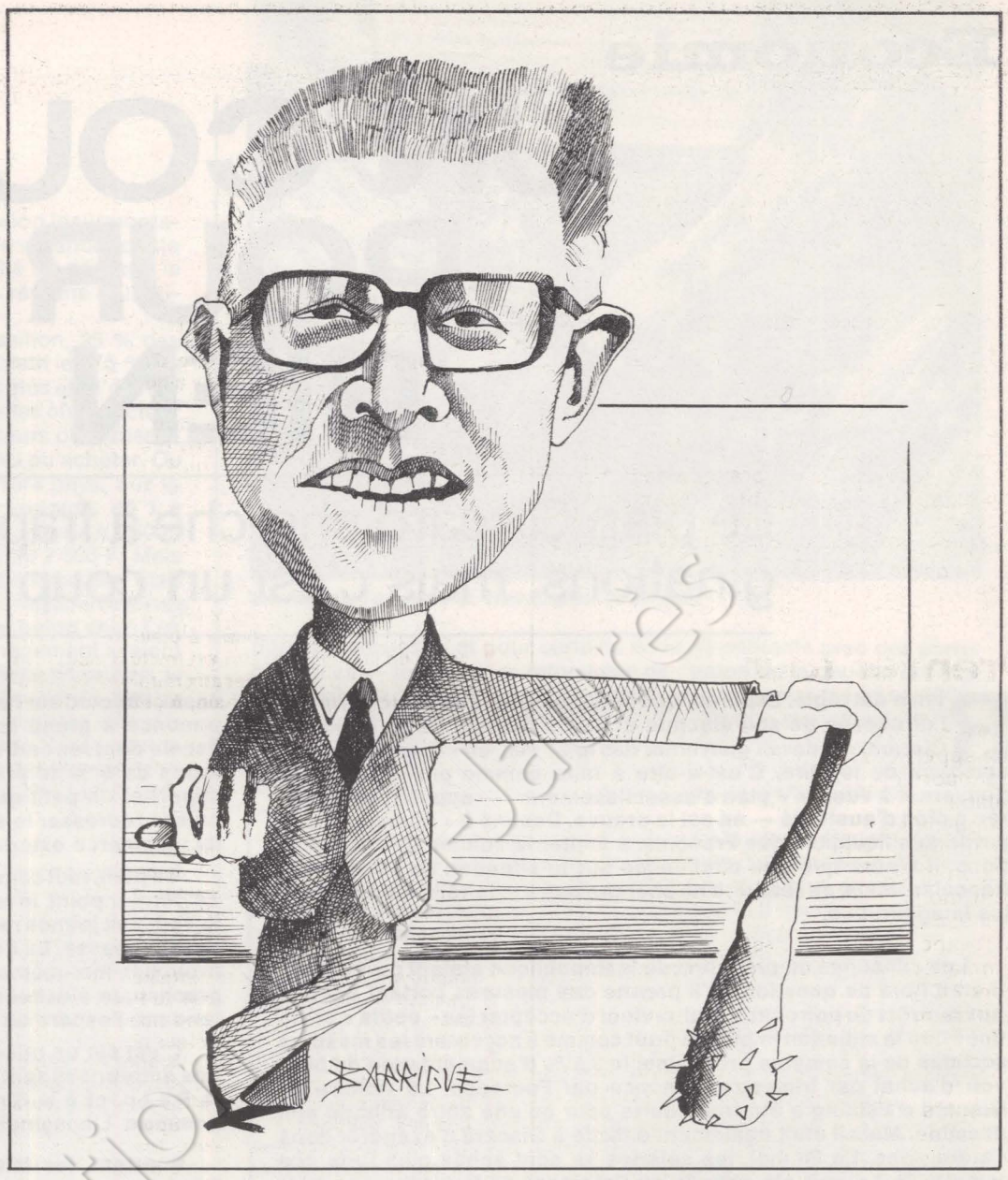
ministère, de « rétablir la situation ». Le plan Giscard est simple. Pour réduire l'inflation et limiter le déficit de notre commerce, le gouvernement va réduire la masse de monnaie en circulation en faisant payer d'avance à plus d'un million de contribuables les impôts 1975. Puis il va jouer à la hausse une série de prix — ceux de l'énergie, en premier lieu — pour limiter la consommation.

Qui est responsable ?

Ce plan part de deux idées. Elles ne sont pas nouvelles. Mais il est nécessaire, pour la survie du régime, de persuader les Français de leur justesse. Toutes les deux ont un mérite particulier aux yeux de Giscard : elles prouvent qu'il n'est responsable de rien.

Si la situation est mauvaise, c'est tout d'abord la faute de l'étranger. « Les autres », ont toujours bon dos. Et d'expliquer que le pétrole ayant augmenté, que le prix des autres matières premières ayant également augmenté, il est normal que nos achats coûtent plus cher. Et si certains rappellent que le déficit des échanges commerciaux de la France avec l'Allemagne a, pour le premier trimestre 1974, atteint 3,3 milliards de francs contre 810 millions pour la même période de 1973 — alors que ces échanges ne compor-

→



UN COUP POUR RIEN

tent que très peu de matières premières — cela prouve tout simplement, soit qu'ils ne sont pas, comme Sa Suavité Giscard, de bons techniciens, soit qu'ils sont de mauvais Français.

Mais il n'y a pas que les achats à l'étranger. Il y a les ventes. Et là aussi ce sont « les autres » qui sont responsables de la situation ; au mépris de l'intérêt de la France, ils ont — comme les Italiens, par exemple — limité leurs achats.

Puis il y a les Français. Des agents économiques pervers, selon Jacques Chirac, qui consomment au point d'empêcher les patrons de vendre à l'étranger, qui, vu l'importance de leur pouvoir d'achat, font pression sur les prix et poussent à la hausse.

Le seul ennui de ce schéma, c'est qu'il est faux. L'inflation a commencé bien avant la « crise du pétrole », s'est poursuivie avec elle, mais plus forte que ce qu'elle aurait dû être. Au passage, les Etats-Unis, les firmes multinationales et les patrons français ont fait de substantiels bénéfices. L'étude des indices de hausse de prix depuis le début de l'année montre que la part de l'énergie dans ces hausses n'est pas déterminante et que les hausses des produits industriels acceptées par Giscard anticipent largement et les hausses de matières premières et celles des salaires.

De surcroît, une bonne partie de nos importations, avec la R.f.a. en particulier, ne portent pas sur des biens de consommation, mais sur des biens d'équipement. Les entreprises françaises, ne trouvant pas sur le territoire national les machines dont elles ont besoin, les achètent à l'étranger. Or qui est le responsable de la situation de l'industrie française ? Qui a refusé de mettre en œuvre les indications, pourtant souvent contestables, du VIe Plan ? Qui a désorganisé la politique industrielle de l'Etat ? Qui a laissé les patrons faire la « grève » des investissements ces dernières années ? Qui, sinon Giscard ?

Pourtant, les avertissements n'ont pas manqué. La politique industrielle de Giscard ne pouvant qu'aboutir à des difficultés importantes, la gauche et de nombreux experts ont souligné ces dernières années ses faiblesses : des exportations basées sur des biens de consommation, sur les ventes d'armes ; la rigidité de sa politique énergétique nous rendant par trop dépendants des pétroliers ; l'abandon de l'effort industriel dans des secteurs vitaux : machine-outil,

BULLETIN D'ADHESION AU PARTI SOCIALISTE

NOM ..... Prénom .....

Date et lieu de naissance .....

Profession .....

Adresse .....

.....

Désire adhérer au Parti Socialiste

Fait à ..... le .....

Signature :

(Retourner ce bulletin rempli à « l'Unité », 5 rue Viollet le Duc, Paris 9e, qui transmettra)

117 adhésions en trois jours

Le bulletin ci-joint que nous avons publié dans notre dernier numéro nous a valu, en trois jours, 117 demandes d'adhésion au Parti socialiste. Elles proviennent de toutes les régions de France. 90 de ces nouveaux adhérents, abonnés ou lecteurs de « l'Unité », sont des hommes, 27 des femmes. 45, c'est-à-dire sensiblement plus du tiers, ont moins de 30 ans, 30 ont entre 30 et 40 ans, 42 plus de 40 ans, dont une dizaine dépassent 65 ans. Sur le plan socio-professionnel, on dénombre 30 cadres ou techniciens (soit environ le quart), 20 employés, 19 enseignants, 11 membres de professions libérales, 9 fonctionnaires, 8 ouvriers, 8 étudiants, 8 retraités, 2 commerçants et artisans et 2 agriculteurs.

Nous attendons beaucoup d'autres bulletins d'adhésion pour donner une statistique plus complète la semaine prochaine.

chimie, électronique ; la pratique de la subvention aux entreprises ; bref, une politique à la petite semaine pour un patronat rétrograde. Et aujourd'hui on demande aux salariés de payer la note et de fournir les fonds pour tenter de faire une partie de ce qui n'a pas été fait.

Premier tour

Le plan Giscard — que ce dernier voudrait faire appeler « plan Fourcade » pour ne pas en supporter la paternité — n'a pas été facile à établir. C'est que la marge de manœuvre du Pouvoir est faible. Une trop grande austérité, un freinage brutal de la consommation risquent d'accroître le chômage d'une manière intolérable. Et la situation électorale ne permet pas à Giscard de courir un tel risque. En revanche, s'il ne freine pas assez la consommation, il n'atteint pas son objectif. Alors ? Giscard a, dit-on, longuement hésité avant de prendre une décision. Et on le comprend. Car, en dehors même des problèmes spécifiquement français, on voit mal comment le plan annoncé mercredi pourrait être suffisant.

C'est qu'en voulant rester dans le système, en voulant le consolider, Giscard est prisonnier d'une certaine logique. Et, sur un certain nombre de points de première importance, il ne peut rien décider.

▶ Le pétrole. Le 15 juin les pays membres de l'Opep se réuniront à Quito. Malgré le jeu américain vis-à-vis de l'Arabie saoudite, aucun des experts ne pense qu'une baisse du prix du brut puisse intervenir. Ils s'attendent plus généralement à une révision par les pays producteurs du système d'imposition. Ce qui reviendra, pour la France, à une hausse. Cette dernière, les pétroliers la souhaitent depuis janvier dernier. Les compagnies réclament une revalorisation de 40 F par tonne. Or, si à Quito une hausse quelconque est décidée, il faudra bien la répercuter... Et ce n'est pas la visite à Paris du Shah d'Iran qui pourra résoudre ces problèmes.

▶ Les problèmes monétaires. Pour faire face au déficit de la balance commerciale, les Etats les plus mal en point recherchent un moyen de gagner du temps.

Pour cela un seul moyen, recourir à l'emprunt. Or, pour un certain nombre de pays — la France n'est pas encore dans ce cas — les possibilités de crédit sont pratiquement épuisées. Et les pays ou organismes pouvant prêter refusent, de surcroît, de le faire à long terme. Reste l'or. La décision prise mardi à Washington d'aligner son prix officiel (42 dollars l'once) sur le prix du marché libre (environ 160 dollars l'once), au moment du gage d'un emprunt, apporte donc aux trésoreries centrales des pays occidentaux un ballon d'oxygène. Ces dernières pourront obtenir de nouveaux emprunts, plus étendus, puisque par une simple décision leurs réserves sont pratiquement multipliées par quatre. Mais les Etats-Unis n'ont pas accordé cette modification du prix officiel de l'or pour rien. Ils ont obtenu une nouvelle définition de la formule des droits de tirages spéciaux (D.t.s.) dans laquelle le dollar est déterminant, la référence à l'or disparaissant. Les experts de la First National City Bank s'attendent donc à une baisse de l'or dans les mois qui viennent. Cette baisse et cette démonétisation de l'or sont une victoire des U.s.a. qui renforcent ainsi le rôle du dollar, favorisant par contrecoup leurs firmes et leur commerce. Giscard, même si son gouvernement peut bénéficier d'une multiplication de ses réserves — la France possède 3.130 tonnes d'or — subira d'une manière encore plus forte que par le passé le poids du dollar.

C'est dire si les mesures décidées mercredi dernier ne sont qu'un début. La ponction fiscale, les limitations de hausse de salaires proposées aux patrons, l'augmentation du prix du carburant ne suffiront pas à satisfaire les demandes du patronat. Car ce dernier a besoin d'une intervention vigoureuse de l'Etat. Il va demander — et obtenir — des aides supplémentaires à l'exportation et des subventions pour investir. Le discours tenu sera simple : « Nos prix sont « observés, » vous avez opéré des prélèvements fiscaux inattendus, nos possibilités d'obtenir du crédit et son coût limitent nos possibilités d'endettement, Donc subventionnez-nous ». Et, au nom de l'intérêt de tous, Giscard va le faire, permettant ainsi aux patrons de s'enrichir davantage. De surcroît il va falloir rémunérer les emprunts fait à l'étranger, financer les mesures sociales politiquement indispensables. Le total de la facture sera impressionnant. C'est pour la payer et ralentir sinon stopper la situation actuelle que les récentes mesures ont été prises. C'est dire si le tour de vis de mercredi n'est qu'un premier tour.

GUY PERRIMOND

Communistes

Portes ouvertes

« Voir grand » était le titre d'un article que « l'Humanité » consacrait il y a quelques jours à la campagne d'adhésions que, parallèlement à celle du Parti socialiste, le Parti communiste a engagée depuis la campagne présidentielle.

Dans l'important rapport qu'il a présenté lundi au Comité central. Georges Marchais a, en effet, vu grand. Et il y a tout lieu de penser que ses propos annoncent d'importants changements dans le style d'action, dans le comportement et même dans le langage du P.c.f.

Déjà, la fédération de Paris, animée par le député du 19e, Henri Fiszbin, a pris l'initiative spectaculaire d'une quinzaine « à cœur ouvert », au cours de laquelle chacun est invité à visiter les locaux du Parti, à assister aux réunions de cellules et même, lundi prochain, à celle du Comité fédéral.

Ouvrir les portes, c'est bien ce qu'a voulu dire Georges Marchais quand il a demandé que son parti « se débarrasse de toute étroitesse, perfectionne sa vie intérieure et renforce audacieusement son organisation ».

Définissant les tâches immédiates, il a même été plus loin dans la critique de certaines pratiques. Vouloir faire des dizaines de milliers de nouveaux adhérents, a-t-il dit, « cela s'accommode mal de plans étriqués dans un esprit un peu mécanique » et de « cette sorte de sélection impitoyable pratiquée par certaines de nos organisations qui écartent ainsi du Parti, sous les prétextes les plus divers, des hommes et des femmes qui y ont tout à fait leur place. »

Il s'agit bien, en effet, de n'écarter personne, « à l'exception, précise Marchais, de la poignée de féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques. » D'où l'appel simultané, bien sûr, à l'« immense masse des salariés », à la jeunesse, aux femmes, mais aussi aux chrétiens et encore à « ceux qui se reconnaissaient dans le centrisme » et à « ceux qui se reconnaissent dans le gaullisme. »

Au-delà de l'union populaire qui a été le leitmotiv de ces dernières années, il s'agit donc d'un vaste rassemblement pour conquérir le pouvoir et où chacun trouvera sa place. Certes, à plusieurs reprises dans son rapport, Georges Marchais a privilégié l'alliance avec le Parti socialiste à partir des orientations du programme commun, mais en ajoutant qu'il conviendra le moment venu de revoir les dispositions conjoncturelles de celui-ci, « de l'enrichir des convergences nouvelles dégagées par les partis signataires ou des idées positives soumises par les forces qui viendront prendre leur place dans la large union en construction. » Cette phrase est d'une grande importance, car elle confirme que les choix faits et l'attitude adoptée par le Parti communiste pendant la campagne présidentielle n'étaient pas de pure circonstance, mais correspondent à une orientation durable. Renforcée par la constatation que la participation des communistes au gouvernement est maintenant admise par une majorité de Français, la stratégie arrêtée est bien celle d'une participation, avec les autres formations de la gauche, à l'action qui doit conduire celle-ci au pouvoir. Et qui doit l'y conduire sur une base largement majoritaire. Il s'agit, en effet, a encore dit Marchais, « d'obtenir un résultat qui ne se borne pas à franchir la barre des 50% suffisante pour une victoire électorale, mais un succès dont l'ampleur crée une situation permettant de réaliser dans de bonnes conditions les transformations démocratiques. » C'est sur ce thème que va se dérouler la discussion dans le parti en vue du Congrès extraordinaire que le Comité central a décidé de convoquer pour fin octobre.

Cette aspiration à la victoire de la gauche et les moyens envisagés pour rendre plus efficace l'action du P.c.f. dans ce sens va-t-il l'amener à prendre de nouvelles distances vis-à-vis de l'Union soviétique ? On peut le penser à plusieurs signes, dont le dernier en date se trouve dans la réplique assez sèche de « l'Humanité » à un article publié dans « le Monde » par le professeur soviétique Youri Roubinski qui ne paraissait guère chagriné par l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. « Quoi que les réflexions personnelles du professeur Roubinski puissent laisser penser à cet égard, écrit « l'Humanité », il n'était pas indifférent que soit élu le candidat de la droite dont l'objectif exclusif est de maintenir le règne autoritaire du grand capital en France ou le candidat de la gauche unie dont le programme était inspiré par la volonté de secouer l'emprise étouffante des monopoles et d'engager le pays sur la voie du progrès social et de la démocratie, d'une politique de pleine indépendance nationale, de dissolution des blocs militaires et de désarmement. » Et quand Georges Marchais souligne les contradictions de Giscard d'Estaing sur le plan diplomatique et exprime la crainte que le nouveau gouvernement français ne s'engage dans la voie des concessions aux Américains, il confirme que l'analyse des résultats de l'élection du 19 mai n'est pas la même place du Colonel-Fabien et à Moscou.

ANTOINE VIOLET

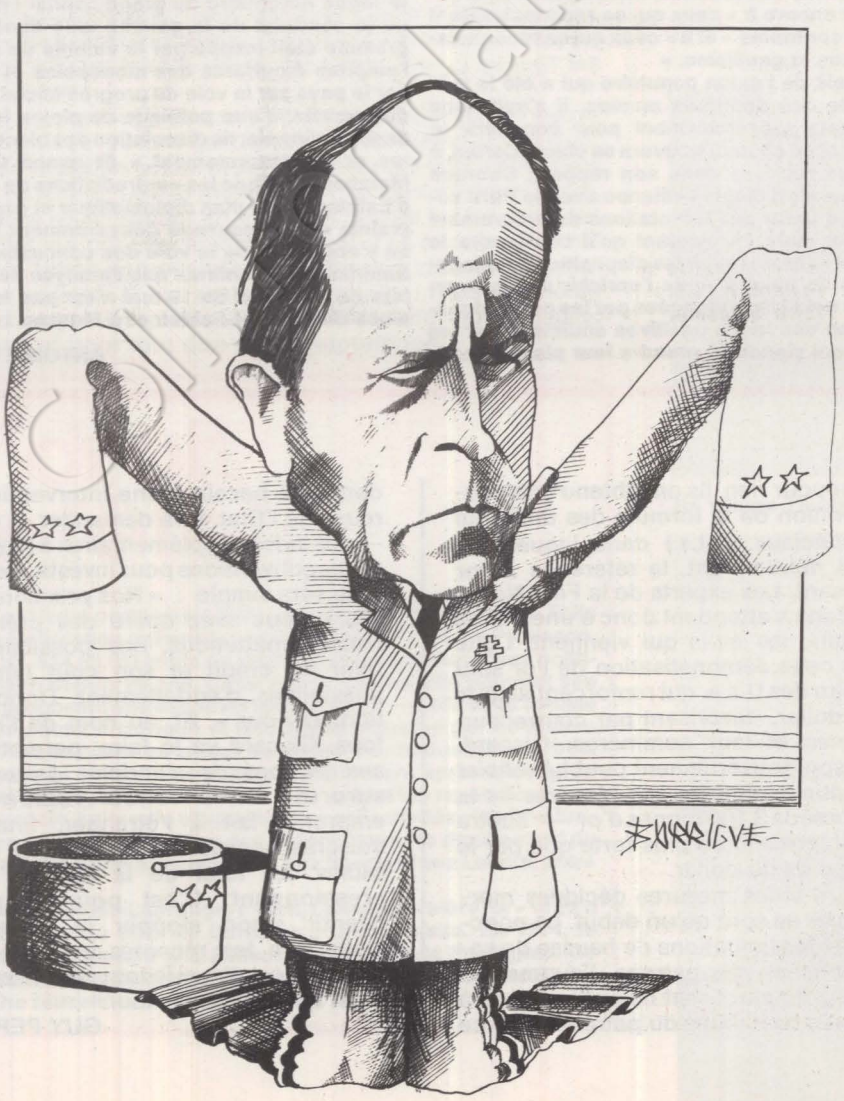
Gaullistes

UN HOMME FLOU, FLOU, FLOU

Un parti jobertiste... L'intéressé se récrie : il n'en est encore qu'au premier jet des prolégomènes de l'ébauche d'un début de schéma de canevas de linéaments de projet...

Vous êtes un tout juste quinquagénaire présentant bien. Chacun vante vos qualités : l'intelligence, la ténacité, la capacité de travail, le peu de goût pour la forfanterie. Vous avez derrière vous des états de service solides dans la haute administration, dans les équipes ministérielles, enfin à l'un des plus hauts postes gouvernementaux. Vous êtes entouré d'une sorte d'aura, même après qu'un coup de dé du destin vous ait écarté du pouvoir. Mais votre ambition, plus forte de n'être presque jamais avouée, est demeurée intacte. Alors, que faites-vous ? Vous sentant comme une démangeaison politique, vous lancez, un beau matin, un appel « à tous les démocrates » pour qu'ils se rassemblent autour de vous. Ce n'est sans doute pas Domrémy. Et ce n'est pas encore le discours de Bayeux. Mais l'appel, le rassemblement... cela évoque quelque chose. Le « simple citoyen » Michel Jobert a-t-il voulu, mardi, lancer un nouveau R.p.f. ?

Pour l'instant, l'objectif avoué est plus modeste. Il est vrai que cet homme qui n'a jamais quitté son appartement de Boulogne-Billancourt et souvent affirmé qu'il « vivait très bien dans la discrétion », a toujours fait dans la modestie — ne soumettait-il pas ses discours à Georges Pompidou, jusqu'à ce que celui-ci lui demande « s'il avait vraiment besoin qu'on lui tienne la main » ? Quitte à ce que cette humilité affectée dissimule ce qu'un de ses compagnons auprès de Pompidou appelait « une considérable volonté de puissance » ; lui-même se laissant aller un jour à dire à propos de ses cabinets ministériels : « Ce ne sont pas Mendès et Pompidou qui m'ont choisi. Je les ai choisis ». L'objectif modeste, donc, c'est de percer sur un terrain pas trop piétiné par d'autres, en profitant du formidable remue-ménage que l'élection présidentielle a entraîné, à droite et au centre, sur l'échiquier politique.



Entre la gauche qui s'obstine malignement à rester unie et la droite qui se reconnaît plus que jamais dans l'homme qu'elle a porté à l'Elysée, il n'y a, malgré l'effondrement de l'U.d.r., plus guère d'espace disponible. D'autant que — au moins au plan parlementaire — duhaméliens et lecanuettistes sont lancés dans cette course au centre et que les Républicains indépendants eux-mêmes viennent braconner sur ces terres-là. La visée de Jobert est alors claire : il peut compter que l'attraction giscardienne entraînera nettement à droite ceux qu'il était jusqu'alors convenu d'appeler les centristes ; et qu'entre eux et la gauche il subsistera dès lors beaucoup de terrain disponible. Il ne restera plus au rassembleur Jobert qu'à affirmer que son action au Quai d'Orsay n'était pas une politique étrangère de droite. A rappeler qu'il fut du cabinet de Pierre Mendès France. A souligner qu'il n'a jamais appartenu à l'U.d.r. A se lancer enfin dans une charge allègre contre les débuts de « l'ère nouvelle » de son ancien collègue de gouvernement : « Maintenant que les violons du bal se sont tus, il reste une situation pas très réjouissante... Un pauvre pays riche... Des volontés inavouées de réglements de comptes... Une politique étrangère où tout est prêt pour que la France devienne peut-être très vite une nation assistée... Une politique de gestion au jour le jour... » Et passez muscade, voilà comment on se démarque de la droite. A sa conférence de presse de mardi, malgré son refus de « ces classifications qui m'agacent », il précisait : « Ce que je veux lancer, c'est un mouvement de centre-gauche ». Dans une interview au « Point » l'année dernière, Jobert affirmait : « Je me garde de prendre parti trop tôt, parce que rien ne sert d'abattre ses cartes lorsque la vraie partie n'est pas engagée ». Il faut croire qu'elle l'est aujourd'hui.

Un parti jobertiste... Tout de suite, l'intéressé se récrie : il n'en est encore qu'au premier jet des prolégomènes de l'ébauche d'un début de schéma de canevas de linéaments de projet. Selon son expression : « l'esquisse de l'esquisse d'un mouvement ». Mais que voulez-vous, il reçoit beaucoup de courrier encourageant, beaucoup de visiteurs... Ainsi naissent les vocations de rassembleur. Il s'est donc senti poussé à lancer son appel, à envisager un comité d'organisation. « Après, on verra » —

Le retour de Toto-Fricotin

Licencié en septembre 1972, sans fleurs ni couronnes, de son poste de secrétaire général de l'U.d.r. pour cause de scandales trop évidents, René Tomasini — « Toto » dans le milieu gaulliste — se voit aujourd'hui promu secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Lui qui, en 16 ans de gaullisme, n'avait jamais pu ou su décrocher le moindre maroquin ministériel, sort d'une disgrâce qui n'a pas duré plus de 21 mois.

A nul mieux qu'à lui, ne s'applique la formule forgée, en d'autres temps, par Michel Poniatowski, « les copains et les coquins ». Cet habitué des unes du « Canard enchaîné », cet habile judoka titulaire d'une ceinture noire, caché derrière des lunettes aux verres fumés est une personnalité curieuse. Il a été formé à l'ombre des réseaux gaullistes. Quand il regagne sa maison des Andelys, René Tomasini doit contempler avec une pointe de satisfaction la plaque qu'il a fait sceller sur les montants de son portail. Elle porte cette formule lapidaire et révélatrice : « Le clan ». Une fois de plus, son sens du clan a sauvé ce Corse d'une retraite politique pourtant bien méritée.

A 54 ans, Toto a derrière lui un joli passé dans les allées sombres du Pouvoir et de l'administration. Ses relations lui vaudront, à la Libération, le poste envié de directeur de cabinet du jeune Michel Debré, alors commissaire de la République à Angers.

Quand le Général quitte la présidence du Conseil pour méditer sur l'ingratitude des hommes à l'ombre des chênes de Colombey, René Tomasini se garde bien de choisir la traversée du désert. Après un séjour dans la haute administration marocaine, il se retrouve en 1957 directeur du centre d'orientation des Français rapatriés du Maroc et de la Tunisie. Un poste qu'il doit discrètement quitter après l'enquête d'un inspecteur des Finances, Michel Albert, sur le fonctionnement de ses services.

Enfin, vient la divine surprise du 13 mai. « Le clan » occupe le pouvoir, Toto en revendique donc sa part. Il se fait d'abord élire maire des Andelys, une ville dont il fut en 1946 le sous-préfet, et député U.n.r. de l'Eure. Puis c'est la lente ascension dans les appareils du mouvement. En 1961, il devient secrétaire général-adjoint de l'U.n.r. et vice-président du groupe parlementaire. La gloire se fait attendre. Ce n'est pourtant pas faute de s'agiter aux portes du palais. Mais on murmure que le Général se méfie de lui. Juillet 1968 : Georges Pompidou quitte l'Hôtel Matignon. Tomasini n'oublie pas de se signaler à l'attention du prochain Prince des gaullistes. Le 14 janvier 1971, Toto est récompensé et apparaît enfin au grand jour : Pierre Juillet et Marie-France Garaud le font désigner comme secrétaire général de l'U.d.r.

Le rôle ne lui sourit guère : Toto se révèle vite un Tartarin. Il est plus baroudeur que politique, plus spécialiste des coups tordus que fin stratège, plus « grande gueule » qu'orateur, plus affairiste qu'incorruptible. Les bourdes s'accumulent. Sa chute tarde pourtant. Jusqu'à ce jour de septembre 1972 où ceux qui l'avaient placé à la tête de l'U.d.r. invitent Tartarin à ramasser sa casquette dans la précipitation.

Il est vrai qu'en 18 mois de secrétariat général, le plus important parti de la majorité lui doit quelques propos musclés qui ont, tous, fait le meilleur effet. Un mois après sa nomination, il dénonce la « lâcheté des magistrats » ; Toto devra s'excuser publiquement. Puis, la France apprend que la télévision est « domestiquée par les adversaires de la liberté. » Quelques mois plus tard, c'est une longue apologie de la sinistre C.f.t. et de ses nervis. En février 1972, Tomasini donne enfin le meilleur de lui-même : « Les adversaires de la liberté ont choisi pour supprimer la liberté un lent empoisonnement de la société, c'est-à-dire une subversion insidieuse. Leur visage est connu : c'est celui du communisme et de leurs alliés ».

Dès que l'on abandonnait le Tomasini politique pour l'homme d'affaires, le bilan était pire encore. Toto a toujours eu le goût des affaires et de l'argent vite et facilement gagné. En 1972, il est P.d.g. en titre d'une entreprise de travail intérimaire, Industra — qui réalise cette année-là 15 millions de francs de chiffre d'affaires ! Il contrôle aussi, par prête-noms interposés, deux autres sociétés du même type : Intertra et la Société de régie spécialisée, sises 66, rue de Provence, à Paris. Et c'est à un dénommé Robert Roussel, membre du conseil d'administration d'Industra et de la S.r.s., employé donc du P.d.g. Tomasini, que l'on doit alors le scandale du fichier O.r.t.f. : Roussel a proposé contre argent comptant le fichier sur bande de l'O.r.t.f. de Rennes à plusieurs dirigeants de firmes de vente par correspondance. Raymond Marcillac, suppléant d'Achille Peretti et grand ami de Toto, a perdu son poste à la télévision après cette affaire et quelques autres.

Le P.d.g. Tomasini connaît même les tribunaux. Deux des fondateurs de la société Industra le traînent en justice. Ils l'accusaient ni plus ni moins d'être devenu P.d.g. d'Industra par des moyens parfaitement illégaux. Puis d'avoir transféré des actifs de l'entreprise Industra à sa nouvelle société Intertra pour éviter l'hypothèque judiciaire. Cette fois, trop c'est trop. Tomasini doit piteusement regagner sa circonscription de l'Eure. Et abandonner ses fonctions de P.d.g.

Il se tient tranquille jusqu'à la mort de Pompidou : Toto retrouve ses « copains » dans les rangs de l'U.d.r., mais il se garde bien de trop paraître. Dès que la guerre de succession dégénère, Toto revient. A l'Hôtel Matignon, il fait le siège de Pierre Messmer : place Beauvau, il rend visite à Jacques Chirac. Il appuie l'idée d'une candidature Messmer, prônée par le « groupe des 43 » et manœuvrée par le dernier ministre de l'Intérieur de Pompidou. Il a alors cette explication : « Messmer, il est tout ce que l'on veut. Mais, c'est lui qui a le fric » — entendez : les fonds secrets. Toto signe le manifeste des 43. Jacques Chaban-Delmas est battu et Valéry Giscard d'Estaing sera le candidat de la droite ; il sera aussi celui de Tomasini : derrière Chirac, le clan s'est reformé.

Aujourd'hui, Tomasini se retrouve chargé des relations avec le Parlement. C'est un poste important : il devra faire correspondre majorité présidentielle et majorité parlementaire. C'est une tâche bien délicate pour un sabreur et une belle promotion pour un homme si « fragile », comme dirait Poniatowski. Cette nomination et ce soudain retour étonnent. Mais Toto était le seul ancien dirigeant U.d.r. prêt à se rallier sans la moindre exigence. Le seul capable de fléchir le député U.d.r. moyen, de lui faire entendre et comprendre tous les charmes du nouveau Pouvoir. Jadis, à la première réunion du Comité central de l'U.d.r., après sa nomination comme patron du mouvement, Toto avait eu cette explication : « Moi, au moins, je sais faire rentrer le fric ». C'est à partir de ce sain principe qu'il devra aujourd'hui faire rentrer les députés U.d.r. dans le giron giscardien.

En le choisissant, Giscard d'Estaing, Poniatowski et Chirac ont fait un pari très dangereux. Avec celui-là, ce sont les risques dans le changement.

NICOLAS BRIMO



mais pourquoi n'avoir pas dit que les locaux sont déjà loués, au 4e étage d'un immeuble cossu entre Quai d'Orsay et Matignon ?

Même prudence made in Quai d'Orsay concernant les personnalités qui s'embarqueraient sur ce bateau — « J'ai des amis dans toutes les tendances politiques » — et concernant « l'esquisse de l'esquisse » d'un programme : respect des institutions, une vraie Défense nationale, une politique étrangère sérieuse et un brin de social (participation, etc.). C'est vague, mais cela a une coloration gaulliste qui peut plaire chez les nostalgiques de l'ancienne majorité.

On l'a bien vu dès samedi au Comité central de l'U.d.r., où André Fanton a prononcé un éloge remarqué de « l'homme neuf » Jobert. Cela a troublé bien des esprits au sein d'une « nouvelle majorité » qui flotte complètement et dont les premiers pas sont plus qu'hésitants. Après les « mouvements divers » dont avait été saluée la déclaration parlementaire de Jacques Chirac, l'U.d.r. se retrouvait en Comité central pendant 48 heures. On y a — en repoussant à la rentrée les sujets de querelles — donné une façade d'unité interne, mais au prix d'un mitraillage en règle de Giscard d'Estaing et de ses amis : « Soutenir le gouvernement, mais non le subir » (Pierre Messmer). « Sur le pays pesait la quasi-dictature du ministère des Finances... » (Maurice Papon). « Nos vis-à-vis veulent réunir dans une formation massive ce qui sera animé par les réflexes de la droite » (Jacques Chaban-Delmas). Le plus déchaîné étant Fanton : « Le 28 mai, on avait l'impression d'assister au retour des Emigrés. Qui peut nous dire, déjà, le nom du prince qui, peut-être, sera demain Polignac (1) ? »

Dans le même temps, la distribution des secrétariats d'Etat, samedi soir, donnait une nouvelle preuve de la « cohésion » de la majorité et des gages que Giscard d'Estaing doit encore donner à l'U.d.r. Il fallut, par exemple, la menace de démission d'au moins deux ministres (André Jarrot et Jacques Soufflet), fermement transmise par Chirac à Giscard d'Estaing, pour que celui-ci annule l'offre faite à Françoise Giroud par Michel Poniatowski. Et que le Premier ministre, poussé par Marie-France Garaud — désormais installée à demeure à Matignon — mette lui aussi sa démission dans la balance pour imposer René Tomasini *(voir ci-dessus)*. Il ne restait plus qu'à attendre le bouquet de ce feu d'artifice : il vint dimanche avec le limogeage de Jean-Jacques Servan-Schreiber, éclatante démonstration des contradictions — à nouveau affirmées jeudi à l'occasion de l'élection du président au Conseil de Paris — au sein de la majorité.

Ce peut être la chance d'un leader de rechange. D'où l'opération Jobert. Reste à savoir combien peuvent se compter ses « amis de toutes tendances » et s'ils auront plus d'envergure que Jean Charbonnel ou Fanton.

Les grandes aventures d'hommes solitaires, cela peut donner de Gaulle. Mais cela peut donner, tout bêtement, Christian Fouchet.

SERGE RICHARD

1) Le prince de Polignac, président du Conseil sous Charles X, signa les ordonnances qui entraînèrent la Révolution de Juillet. Il fut condamné à la prison à vie.

changer la vie politique

LA FIN D'UN NOTABLE

L'ex-député Jacques Raphaël-Leygues fut, un temps, un homme en vue de l'U.d.r. ; il y a bien des chances pour que, dimanche soir, il ne soit même plus maire de Villeneuve-sur-Lot — où il ne vit d'ailleurs pas, ses fonctions d'ambassadeur le retenant en Côte d'Ivoire... Déjà, en novembre dernier, une élection partielle l'avait privé, pour fraude électorale, de 17 sièges. La gauche devint majoritaire, mais cet U.d.r. sans complexes... se maintint à son poste. Il fallut que les conseillers de gauche fassent la grève du budget pour amener de nouvelles élections. Non seulement les Villeneuvois, dimanche dernier, ont mis en tête la liste du socialiste Jean-Claude Cayrel, mais même ses électeurs n'ont placé Raphaël-Leygues qu'en troisième position sur sa propre liste ! Dimanche prochain, une liste commune de la gauche l'emportera sans doute avec beaucoup plus de voix que le total des listes P.s. et P.c.f. du premier tour.

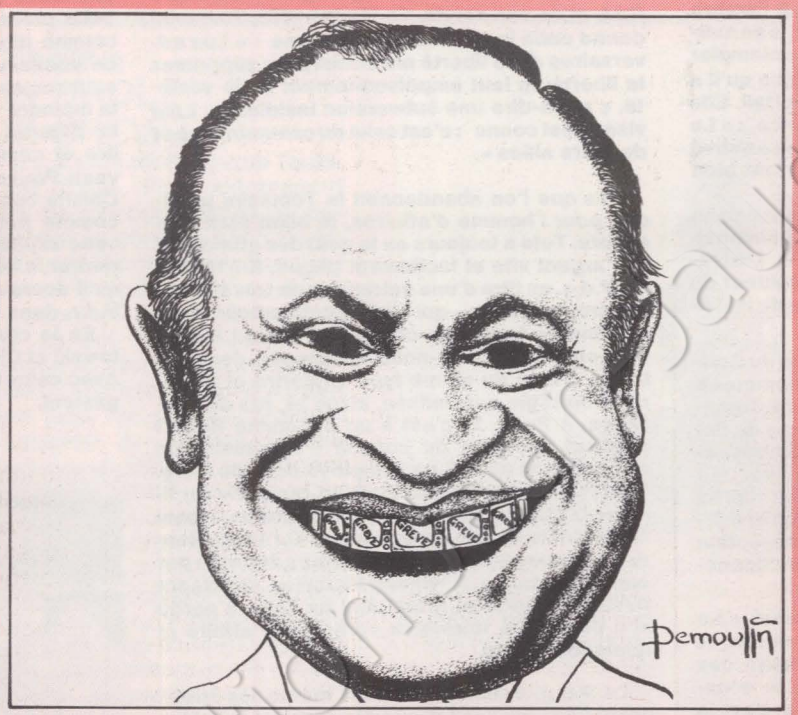
MARCEAU LONG MONTRE LES DENTS

L'avenir de France-Culture est incertain. Inter-Variétés va disparaître dans trois mois. Le déficit de l'Office se chiffre en milliards et ne cesse d'augmenter. L'O.r.t.f. manque également de techniciens. Et paye mal ceux qu'il emploie. Ce n'est donc pas sans raison que des administratifs et des techniciens se sont mis en grève « pour une durée illimitée ». Mardi dernier, ils étaient environ 200 grévistes. Mais les fonctions qu'ils occupent ont mis la direction de l'Office dans l'obligation de ne diffuser chaque soir qu'un programme minimum.

L'arrêt de travail s'est produit à l'appel de la F.s.u. et de la C.f.d.t., la C.g.t., pour sa part, en contestant l'opportunité.

Il est vrai que les 200 grévistes sont isolés, face à un Marceau Long peu décidé à céder. Il l'a d'ailleurs montré : recevant l'ensemble des syndicats pour négocier la grille des salaires des six derniers mois de 1974, il a repoussé d'entrée toutes les revendications et annoncé que l'augmentation ne serait que de 3 % comme dans l'ensemble du secteur public.

Si Marceau Long ne change pas d'avis, il faut s'attendre à une offensive autrement plus forte que l'actuelle grève sectorielle de quelques techniciens.



L'ELAN DU CALVADOS

Dimanche dernier, la fédération socialiste du Calvados organisait sa seconde fête de la Rose. A Louvigny, pendant tout l'après-midi, des milliers de sympathisants et de promeneurs, dont beaucoup de jeunes, se sont pressés autour des 30 stands tenus par les sections du Parti, dont certaines n'avaient que quelques jours d'existence. Les résultats du 19 mai — en progrès de 7,5 % sur l'excellent score de mars 1973 — n'ont pas ralenti l'élan d'une jeune fédération qui avait fourni un effort considérable (130 000 affiches, plus d'un million de tracts). En témoigne le flot d'enthousiasme enregistré et la création de nouvelles sections. En témoignent surtout l'enthousiasme et l'émouvante ferveur que la foule a manifestés à François Mitterrand, arrivé en fin d'après-midi de Blet, où la fédération du Cher tenait ce même jour sa fête de la Rose. Après son allocution, pendant près de deux heures et jusqu'à la nuit tombante, Mitterrand ne fit que signer des livres ou les affiches de la dernière campagne et rendre leur salut aux militants, aux citoyens, aux enfants aussi qui furent à coup sûr parmi les plus fervents.

QUAND LES IMMIGRES VOTENT

Ou le Premier ministre suédois Olof Palme est un dangereux agité, ou « la Nation » s'est encore ridiculisée. Récemment, elle traitait de « gadget absurde » l'idée, lancée par certains milieux de gauche pendant la campagne électorale, de donner le droit de vote aux travailleurs immigrés. C'était tellement ridicule que le Parlement suédois va attribuer ce droit aux 400 000 immigrés, dans un premier temps, pour les élections municipales et régionales.

POUR LES ENFANTS ESPAGNOLS

Des vacances pour les enfants des prisonniers politiques espagnols : c'est une bonne idée que le Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne se propose de réaliser. Mais les enfants sont nombreux et le bord de la mer éloigné des grandes villes. Un comité de solidarité s'est créé pour parvenir à ce but : C.c.p. Angela Grimau, La Source 32-86-373.

SOLIDARITE AVEC LE PORTUGAL

Le 18 juin, à la Maison de l'Unesco (place Fontenoy, Paris 7e), soirée Portugal à partir de 18 h 30 : des déserteurs et des émigrés portugais prendront la parole. Il y aura aussi un film sur la Guinée-Bissau, des dispositives sur le 1er mai 1974 à Lisbonne et des chanteurs populaires portugais. Des bons de soutien sont d'ores et déjà en vente à la Librairie portugaise (56 rue Gay-Lussac, Paris 5e).

LE TRAITRE

Chaque élection présidentielle donne lieu à une floraison de livres écrits sur le vif et destinés à raconter l'événement à chaud. Le premier, cette fois, est sorti en librairie moins de deux semaines après le second tour. C'est « Le grand tournoi » (Grasset). Ses auteurs, Michel Bassi, qui a récemment quitté « le Figaro », et André Campana, qui y est encore, ont surtout enquêté sur la série de coups bas qui ont ruiné la candidature de Jacques Chaban-Delmas et permis l'ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Au cœur de tous ces complots, toujours le même homme, dont se dégage au fil des pages un portrait peu flatteur. L'ennui est que cet homme est aujourd'hui Premier ministre. « Jacques Chirac, écrivent Bassi et Campana, un traître, oui ! Mais tout le monde ne peut pas trahir comme cela... »

RADIOSCOPIE DE F.O.

La base de Force ouvrière rue parfois dans les brancards mais elle finit toujours par se reconnaître en Bergeron.

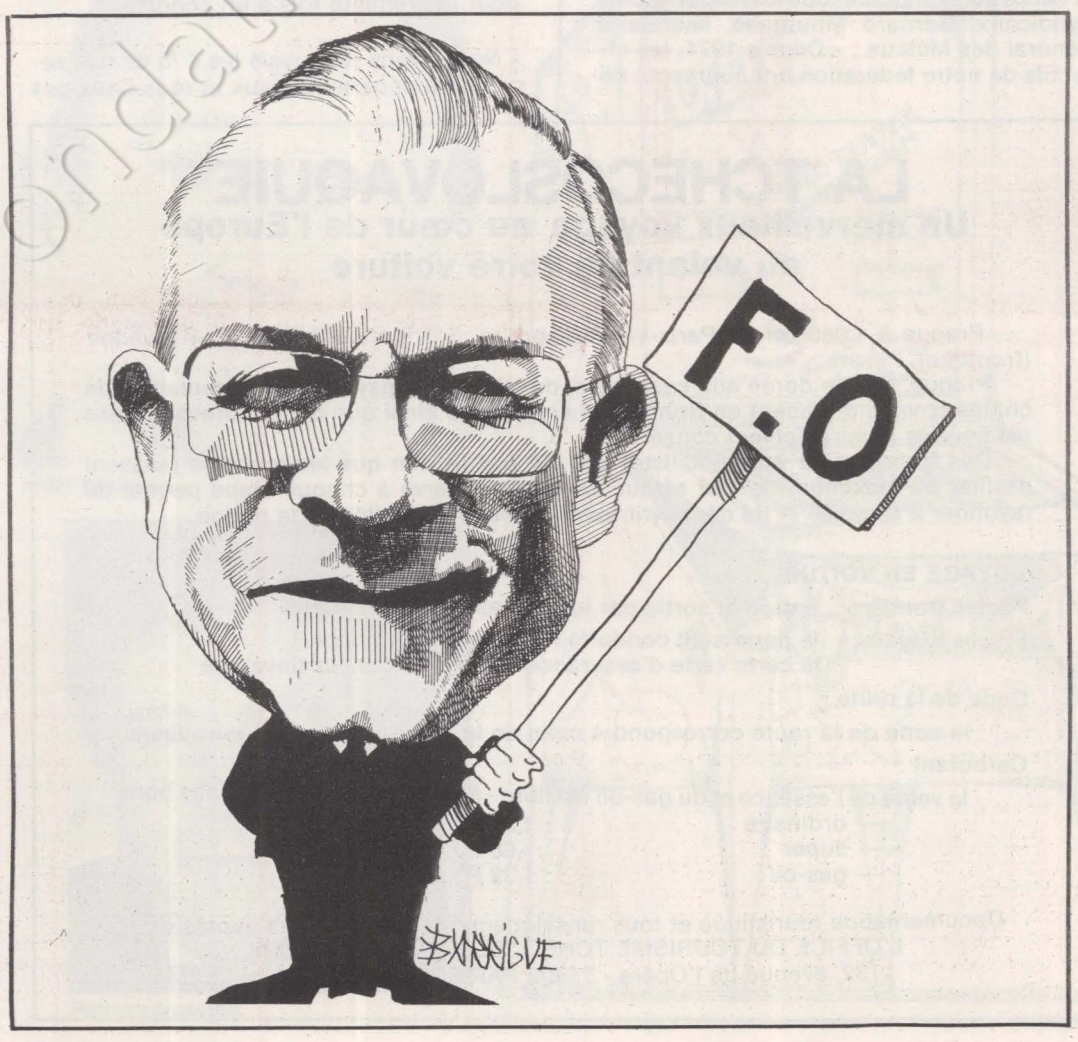
De notre envoyée spéciale.

« Si nous avons parfois des minoritaires, nous n'avons pas de minorité ». Ce jugement porté sur son organisation par l'ancien secrétaire général de F.o., Robert Bothereau en 1952, est toujours valable : les 1 780 délégués réunis au Palais des Congrès à Toulouse pour le 12e congrès de F.o. viennent de le prouver. Et les séances houleuses, les prises de parole virulentes, les proclamations révolutionnaires et les critiques acerbes contre la direction confédérale n'ont pas empêché le même phénomène de se reproduire. Une fois de plus, c'est à une écrasante majorité que les délégués ont approuvé la ligne de conduite préconisée par leur secrétaire général, André Bergeron. Ils ont ainsi manifesté clairement leur désir de voir leur centrale conserver son orientation. Et en renouvelant leur confiance à Bergeron, il ont réaffirmé l'attachement des 800 000 adhérents de Force ouvrière aux idées qui sont chères à cette organisation.

Ce qui ne signifie pas que les débats aient manqué de sel ou même de vinaigre. Comme c'est la règle dans les congrès F.o., c'est en toute liberté que les différents courants, révolutionnaires ou non, ont pu s'exprimer à la tribune. Mais aucune « tendance » minoritaire de nature à inquiéter la direction confédérale ne s'est dégagée. C'est que pour l'essentiel André Bergeron, qui ne représente pas lui-même une « tendance », est parfaitement représentatif de sa base. Et la majorité des militants de F.o. se reconnaît volontiers en lui. D'autant plus volontiers que les attaques extérieures contre F.o. se font plus dures. Condamnés à l'isolement par le refus de la discussion avec les deux principales centrales ouvrières, nombre de militants F.o. trouvent réconfortants les propos de Bergeron lorsqu'après l'audition des délégués étrangers, par exemple, il déclare : « Leur présence montre que nous ne sommes pas isolés. » Car, derrière l'unité réaffirmée, les problèmes se font plus aigus. C'est dans tous les syndicats de la Fonction publique qu'on ressent le plus un malaise : tout le monde n'est pas satisfait de la neutralité politique. « Ce qui est normal, estime un responsable. Les fonctionnaires sont plus politisés, plus sensibles à certains problèmes car la politique est mêlée à notre vie de tous les jours. Nous connaissons bien l'Etat, puisque c'est notre employeur, et beaucoup d'entre nous espèrent un changement. Ils n'ont pas envie de voter tous les 4 ans ou tous les 7 ans pour leur patron ». Conséquence normale : c'est parmi les fonctionnaires qu'on trouve le plus de militants qui auraient souhaité voir leur confédération s'engager plus avant dans la bataille électorale. Ainsi ce secrétaire d'une section des P.t.t. âgé de 35 ans, qui a toujours milité à F.o. depuis 10 ans et qui milite aussi au P.s. : « Il doit être possible en période électorale de prendre position à gauche. Autrement nous nous retrouvons en contradiction avec nos idées politiques. » Mais bizarrement ceux-là mêmes qui déplorent un tel état de choses ne souhaitent pas non plus un engagement clair et net. Ils disent : « Bergeron a une vue assez juste des choses. Le syndicalisme doit rester libre. Nous sommes plus libres sur le plan politique à F.o. qu'à la C.g.t. ou à la C.f.d.t. ». Certains qui ont voté Mitterrand (comme 48% des sympathisants de F.o. d'après un sondage réalisé avant le premier tour des élections) ajoutent même : « Il était difficile de s'engager pour Mitterrand quand deux autres candidats, Arlette Laguillier et Emile Muller, étaient membres de F.o. »

Comment expliquer ces contradictions ? Peut-être faut-il se souvenir que F.o. est née d'une scission, que nombre de militants vivent encore dans la crainte permanente d'un hypothétique « noyautage communiste » contre lequel la règle d'apolitisme de la confédération leur paraît un rempart efficace. Cela changera-t-il avec l'arrivée de nombreux jeunes à F.o. ? Mais leurs réactions en apparence ressemblent fort à celles de leurs aînés. C'est du moins ce qui semblait se manifester au cours du congrès de Toulouse où les interventions les plus anticommunistes n'étaient pas les moins applaudies. Lorsque Alfons Lappas, du D.g.b. allemand, appelle à « barrer la route aux menaces staliniennes », la salle l'approuve. Lorsque Martin Ward, vice-président de l'A.f.l.-C.i.o. américain et président de la fédération des plombiers, déclare (après avoir précisé qu'il ne faut pas le confondre avec certains « plombiers incompétents et malhonnêtes ») que les relations particuliè-

→





res de l'A.f.l.-C.i.o. et de F.o. viennent du fait que les deux syndicats ont mené « le même combat contre toutes les formes du totalitarisme, qu'elles soient de type nazi ou soviétique », aucun sifflet réprobateur ne l'interrompt. Et quand Bergeron met en garde contre un syndicalisme auxiliaire du Pouvoir politique comparable à « ce qui existe chez Franco et en Russie », il traduit finalement l'opinion d'une bonne partie de l'assistance.

Comment s'étonner alors que l'unité avec les autres syndicats pose quelques problèmes ?

Certains la souhaitent pourtant et la pratiquent quelquefois au niveau des fédérations ou des entreprises. Mais sans aller, durant ce congrès du moins, jusqu'à l'insurrection directe contre la ligne confédérale. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la position d'hommes comme Guy Couderc (fonctionnaires) en faveur d'un engagement plus poussé, et la motion réclamant que l'unité intersyndicale soit développée.

On ne peut encore que constater que les nouveaux venus sont jeunes et que l'implantation traditionnelle de F.o., limitée dans les secteurs industriels, importante parmi les employés et le secteur public, se transforme. C'est ce qu'expliquent tous les responsables syndicaux. Bernard Mourgues, secrétaire général des Métaux : « Depuis 1974, les effectifs de notre fédération ont augmenté de 10%. C'est dans les moyennes entreprises que la progression est la plus sensible. Les nouveaux adhérents sont d'origine très variée : depuis des syndicats autonomes locaux sans appartenance confédérale, jusqu'à quelques transfuges de la C.f.d.t., refusant des positions qu'ils jugent trop radicales. Un militant : « Nous étions 6 000 en 1971, nous sommes 22 000 aujourd'hui. Une grande partie ne s'était jamais syndiquée. Certains viennent de la C.f.d.t. et quelquefois même, dans les coopératives en particulier, ils s'inscrivent à F.o. par réaction contre la section C.f.d.t. C'est peut-être triste, mais c'est vrai. Beaucoup de ces nouveaux adhérents sont des jeunes : lors de notre congrès d'Epernay, en avril dernier, l'âge moyen était de 35 ans et la moitié des secrétaires de section venaient pour la première fois à un congrès. »

« Nous avons renouvelé les 4 /5 de nos secrétaires départementaux et régionaux ces dernières années », ajoute un responsable de fédération. Féron, des P.t.t. aussi, estime que « parmi les nouveaux adhérents on trouve d'anciens militants de la C.g.t. et de la C.f.d.t. » Quelquefois aussi, comme cela a été le cas chez Calor dans la région parisienne, ce sont des membres de la C.f.t., lassés des avatars du syndicalisme « indépendant » musclé qui adhèrent à F.o.

Que se dégagera-t-il de ce nouveau recrutement tout aussi éclectique que par le passé ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Un militant expérimenté constate : « Je ne vois pas de courant qui se dessine, mais je vois des tourbillons, une eau dormante, avec des spirales qui se déroulent à droite et à gauche. Derrière tout cela, il y a le problème de la relève. Dans quelles conditions ? On ne le verra se dessiner clairement qu'au prochain congrès, qui sera celui de la succession. »

MICHELE BACKMANN

LA TCHECOSLOVAQUIE
Un merveilleux voyage au cœur de l'Europe au volant de votre voiture

Prague à 1 080 km de Paris via Strasbourg, Stuttgart, Nuremberg, Rozvadov (frontière), Pilsen.

Prague, la ville dorée aux cent tours, de très beaux paysages, des centaines de châteaux vous attendent en Bohème et en Moravie ainsi que de nombreuses villes médiévales admirablement conservées.

Des forfaits pour automobilistes ont été établis afin que les touristes puissent profiter au maximum de leur séjour. Le temps réservé à chaque étape permet de rayonner à sa guise et de découvrir les beautés et curiosités de la région.

VOYAGE EN VOITURE :

Postes frontière : entrée et sortie par les postes frontière choisis.

Pièces exigées : le permis de conduire français à trois volets
la carte verte d'assurance valable en Tchécoslovaquie

Code de la route :

le code de la route correspond à celui de la majorité des pays européens.

Carburant :

la vente de l'essence et du gas-oil est libre - à meilleur marché avec des bons

— ordinaire : 1,39 F
— super :1,65 F
— gas-oil : 1,39 F

Documentation touristique et tous renseignements sont obtenus auprès de
L'OFFICE DU TOURISME TCHECOSLOVAQUE - CEDOCK -
32, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél 742.38.45

Le Tribunal...

Attendu que par exploit du 8 Décembre 1972, le Tribunal de Grande Instance de Paris, LA LIGNE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (L.I.C.A.) a cité devant cette juridiction Robert LEGAGNEUX, Directeur de la publication du Bulletin U.R.S.S. pour avoir, dans le numéro « Nouvelle Série 4 387 » daté du 22 Septembre 1972 de ce bulletin publié un article intitulé « L'Ecole de l'Obscurantisme » signé Zandenerg constituant dans son entier le délit de diffamation publique envers un groupe de personnes en raison de leurs appartenances, de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie à une race ou à une religion déterminée, prévu et réprimé par les articles 29 à 32 alinéa 2 de la Loi du 29 Juillet 1881 ; modifié par la Loi du 1er Juillet 1972 ;...

Que l'ensemble des constatations matérielles ci-dessus exposées permet au tribunal de déduire que publié et diffusé en langue française à Paris où il est roneotypé, le bulletin... ne peut être considéré que par une fiction, qui ne peut être sérieusement soutenue, comme un publication étrangère éditée à l'étranger ;...

Qu'il est constant que le bulletin « U.R.S.S. » n° 4387 a publié en page 9 un article intitulé « L'Ecole de l'Obscurantisme » signé Zandenerg et se terminant par « Elles constituent l'essence même de la politique de l'Etat Sioniste »...

Que Robert LEGAGNEUX fait valoir pour sa défense qu'il n'aurait pas diffusé s'il en avait eu connaissance (sic) mais qui lui avait échappé puisqu'il se « bornait à signer le bulletin » (sic), qu'il n'avait pas manqué de faire paraître un rectificatif dans l'Humanité du 29 Mars 1973, postérieurement à l'introduction de la présente instance, dans lequel il est relevé que l'auteur du texte incriminé s'était livré à une « généralisation » et à une « extrapolation » critiquable : attendu que le prévenu a en outre expliqué que l'article constituait une diatribe dirigée contre l'Etat israélien et la politique sioniste, non prohibée par la Loi ; qu'au demeurant la situation des Juifs en Union Soviétique était satisfaisante dans les divers domaines tels ceux culturels ou de la citoyenneté ; que pareille affirmation ne pouvait être formulée par l'Etat Sioniste :

PAR CES MOTIFS...

Déclare Robert LEGAGNEUX coupable du délit de diffamation publique envers un groupe de personnes en raison de leurs appartenances, de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, à une race ou à une religion déterminée...

CONDAMNE LEGAGNEUX Robert à la peine de 1 500 F d'amende.

Pour extrait
Me Jouanneau, Avocat

LA DOUCHE ECOSSAISE

L'ordre de fermeture était venu d'Ecosse. La lutte des 850 travailleurs de Mildé-Massot-Disdier pour le maintien de leur entreprise s'inscrit dans la bataille qui s'organise contre les multinationales.

« On allait fêter le centenaire de la boîte ! ». La boîte, c'est Mildé : une entreprise spécialisée dans les problèmes d'éclairage — au gaz d'abord, puis à l'électricité — créée en 1873 et qui, absorbée en 1970 par un holding à capitaux britanniques, est devenue la société Mildé-Massot-Disdier, toujours spécialisée dans la construction électrique. Ses 850 employés ne fêteront pourtant pas son centenaire : le 27 mai dernier, la firme a déposé son bilan.

Maintenant, le hall de l'immeuble, 60 rue des Renaudes à Paris (17e), avec son grand lustre à 9 branches — une fabrication Mildé de la belle époque — s'est transformé en quartier général des travailleurs. Quand ils ont appris, le 10 mai, que la société ne pouvait pas les payer, c'est là que, accourant de leurs chantiers périphériques, ils sont spontanément venus « aux nouvelles ». Et depuis qu'ils occupent l'entreprise pour défendre leur emploi, c'est encore là qu'ils se sont installés pour faire circuler l'information les concernant, en provenance des pouvoirs publics ou des 8 agences Mildé-Massot-Disdier de province.

Avec les syndicats C.g.t., C.f.d.t. et C.g.c., les travailleurs font l'analyse de la situation. Pour beaucoup d'entre eux, tout a commencé, il y a longtemps, avec l'ancienne société Mildé : sur Paris, ils sont au moins 40 à avoir 30 ans de maison et plus. Témoignage vivant de la solidité d'une entreprise traditionnelle dont le développement économique était considéré comme stable. Peut-être n'avait-elle pas la perspective d'accroître énormément son chiffre d'affaires. Mais, en même temps, elle ne faisait pas — ou peu — appel aux banques. Passée sans heurt du gaz à l'électricité, elle s'était taillé une clientèle, notamment dans les ministères, dans les services publics et dans certaines branches de l'industrie. Elle avait même gagné ses lettres de noblesse en mettant au point l'un des premiers modèles de voiture électrique à accumulation. « En un mot, résumait la C.g.t. au cours d'une conférence de presse, cette entreprise restait à l'image de ces sociétés anonymes d'il y a 50 ans, que l'on qualifiait de sérieuses par la qualité dans la réalisation de leurs travaux, et saines par leur gestion que traduisait leur cotation en Bourse. »

De son côté, la société Massot-Disdier, dont le siège est à Grenoble, n'est pas cotée en Bourse. Bien plus, sa trésorerie déficiente a été remise à flot par la prise de participation majoritaire (65 %) du groupe écossais James Scott Engeenering de Glasgow. Un premier pas fait par les Britanniques vers les marchés continentaux « d'outre-mer », comme le notent certains documents du groupe James Scott.

Pas un mariage d'amour

Les ambitions de ce groupe ne s'arrêtent pas là. De l'autre côté de la Manche, ils n'ignorent pas que tous les marchés d'Etat, ceux du nucléaire notamment, leur resteront fermés s'ils n'arrivent pas à donner une coloration française à leurs capitaux. La société Mildé, avec ses actions cotées en Bourse, correspond parfaitement à leur souhait. En 1969, malmenée par la concurrence de plus en plus âpre entre les grands de la construction électrique, la société Mildé accepte le marché : « Un mariage de raison, pas un mariage d'amour », explique-t-on au personnel. Et, en 1970, naît Mildé-Massot-Disdier, filiale française d'un pool bancaire à prédominance britannique. Cette fois, la James Scott est à pied d'œuvre.

Pourtant, tout s'enraie. La filiale, qui compte maintenant 1 100 salariés, voit son service administratif exagérément développé : « A l'époque, on a pensé que le groupe allait absorber d'autres entreprises », explique Jacques Thorin, représentant syndical C.g.t. auprès du comité central d'entreprise. Par la suite, nous avons appris que nos suppositions étaient fondées. Mais rien ne s'est fait. »

Le groupe britannique a-t-il mésestimé ses concurrents continentaux ? Ou bien s'est-il servi de sa filiale pour s'introduire sur le marché français sans avoir jamais eu l'intention réelle de la développer ? Personne ne peut encore le dire. Une chose est certaine : à cause d'une absence totale de politique économique cohérente, la nouvelle société part à la dérive. Son service administratif, développé à outrance, l'étouffe. « C'était démentiel, raconte Jean Clergue, représentant syndical C.f.d.t. au siège parisien de Mildé. Sur les chantiers, chaque manœuvre →

l'air du temps
collection dirigée par Jean Ferniot
OLIVIER DUHAMEL
Chili
ou la tentative
GALLIMARD

LA DOUCHE ECOSSAISE

devait remplir un bordereau qu'il remettait à son chef, qui le retranscrivait à son tour et le donnait à son supérieur. Et ainsi de suite jusqu'au directeur général ». Les résultats de cette gestion ne se font pas attendre. En trois ans, les bénéfices, de 754 000 F en 1969, régressent à zéro et se transforment même en 1,4 million de F de pertes pour l'exercice 1972 et 6,3 millions de pertes pour l'année suivante.

Dans l'entreprise, l'inquiétude apparaît, bien que les travailleurs ne réussissent jamais à obtenir une information sérieuse, même par le comité d'entreprise. Déjà deux fois, à un an d'intervalle, la société a payé ses employés avec retard. Elle n'en continue pas moins à affirmer qu'il s'agit là d'incidents sans gravité. Les directeurs se succèdent. De nombreux employés — des cadres et des ingénieurs surtout — démissionnent, écœurés par la gestion de l'entreprise, qu'ils dénoncent dans un « manifeste des 43 » en mai 1973.

La débâcle est proche. Le 10 mai dernier, à nouveau les mensuels apprennent qu'ils ne seront pas payés. Les banques, soucieuses de garantir leurs arrières, refusent de créditer les chèques malgré l'accord de principe qu'elles ont — paraît-il — donné à la direction. Un dernier conseil d'administration, qui se tient toutes portes ouvertes sous la pression des travailleurs, révèle la totale incurie de la direction.



Les grévistes de Mildé-Massot-Disdier occupant le siège de leur entreprise.

Les syndicats, dans l'unité, réagissent vite et bien. Suivant un avis de la C.g.c., ils demandent la nomination d'un administrateur civil. « Nous ne lui prêtons pas de pouvoir important, reconnaît un syndicaliste de l'Union des ingénieurs et cadres C.g.t., mais c'est pour nous le moyen d'avoir — enfin — un droit de regard dans cette affaire. »

Dans toute la France, ils sont 850 à vivre dans l'incertitude, à attendre pour savoir s'ils toucheront leur salaire. Devant l'impossibilité de faire payer ces employés par les banques, le bilan est déposé : une solution qui leur permet de recevoir une partie de leur salaire par la voie des Assedic.

L'espoir des travailleurs repose maintenant dans l'existence de racheteurs éventuels. Et ils ne manquent pas... Mildé-Massot-Disdier, bien gérée, est une entreprise viable : c'est le principe de base de leurs revendications, qu'ils ont établi grâce aux conseils de plusieurs économistes.

Maintenant, il leur reste à faire valoir leurs droits. Dans cette tâche difficile, ils reçoivent déjà un soutien actif du Parti socialiste et du P.c.f. Car tous ont compris que, du succès de ces 850 travailleurs, peut dépendre une bien plus grande victoire. Le conflit Mildé-Massot-Disdier dépasse largement le cadre de cette société. Il s'inscrit dans les luttes contre les entreprises multinationales et les guerres économiques qu'elles se livrent pour conquérir les marchés. Au détriment des entreprises traditionnelles de haute technicité et des consommateurs. C'est la bataille pour la vie des petits contre les grands : une partie jouable, somme toute.

CHRISTINE COTTIN

Chaussures: Les patrons talonnés



Le 10 juin 1974, à Romans, le travail a enfin repris à la Société nouvelle romanaise. Depuis le conflit de l'été dernier, cette usine de chaussures, sous la houlette de José Bidegain, dirigeant d'Entreprise et Progrès, aurait dû prendre depuis longtemps la succession de la société Salamander.

Dix mois après, on est bien loin de l'accord du 22 août dernier et de l'euphorie qui avait entouré sa signature. Des 327 salariés de Salamander, après six mois de stage, il n'en reste plus que 78. En fait d'emploi garanti pour tous dans la nouvelle société romanaise, le directeur de l'usine propose, à la fin mai, 40 postes en tout et pour tout. Encore faudra-t-il que les 78 rescapés de Salamander se mettent en grève pour obtenir ces précisions. Ulcérés de ne pas être tous repris, ils poursuivent leur action.

Finalement un protocole d'accord, signé le 6 juin, étale le calendrier de l'embauche sur quatre semaines pour les 78 grévistes. Un succès indiscutable dû à une ténacité sans faille. Mais, à Romans, on a l'habitude des accords signés et reniés tout aussi allègrement par le patronat. Aussi reste-t-on sur la réserve.

Pourtant, la reprise du travail à la Société nouvelle romanaise fera date dans l'industrie de la chaussure. Elle apporte la preuve de l'efficacité du combat des travailleurs, quelle que soit la taille de l'adversaire qu'ils affrontent. Et il faut bien tout cela pour remonter le moral des travailleurs du cuir. En ce moment, plus que jamais, leur situation est critique. Dans cette branche de l'industrie, 30 000 emplois ont disparu en 18 ans, sur les 162 000 que comptait la profession. En même temps le salaire des ouvriers du cuir est en constante régression : il y a maintenant 35 % d'écart entre le salaire moyen d'un ouvrier de ce secteur et celui d'un ouvrier de l'industrie. Dans toute la France, on assiste dans ces entreprises à des baisses d'horaires importantes, au développement du chômage partiel. Les licenciements collectifs et les menaces de fermeture se multiplient.

A Bayonne, dans l'usine de chaussures de la Côte d'Argent, 160 licenciements ont été annoncés par la direction. De même dans l'entreprise Tachon à Bordeaux où les travailleurs sont en lutte pour éviter 109 licenciements : ils leur paraissent d'autant moins justifiés qu'il y a un mois à peine, l'entreprise envoyait une commande de 47 millions de francs en sous-traitance à l'extérieur. A Saint-Junien (Haute-Vienne), deux entreprises licencient également : La Maroquinerie (87 employés) et la Mégisserie du Limousin (62 employés). La liste des atteintes à l'emploi est encore longue : 67 licenciements pour la société Donval à Rosporden (Finistère), 56 pour la Société pyrénéenne de chaussures à Salies-de-Béarn (Basses-Pyrénées), sans parler du plan de redressement qui doit aboutir à plusieurs centaines de licenciements pour les 2 300 salariés des Tanneries françaises réunies.

Une situation inéluctable ? Les salariés du cuir n'y croient pas. Certes, le marché de la chaussure connaît des modifications importantes auxquelles les entreprises ne savent pas toujours s'adapter. Il n'empêche que les ouvriers du cuir français sont les moins bien payés d'Europe : pendant qu'un patron français paie 100 F (charges sociales et congés payés compris) pour un ouvrier du cuir, un patron allemand pour le même travail paie 148,6 F, un patron italien 128,4 F et un patron belge 118,9 F.

En fait, les travailleurs le savent : il faut qu'ils obligent le patronat à réduire sa marge bénéficiaire, et leur emploi à tous sera sauvegardé.

changer la vie sociale et économique

A PANTIN AUSSI

Encore une fermeture d'entreprise dans la région parisienne. Cette fois il s'agit d'une usine employant 200 personnes : les établissements Brion, à Pantin. Pour le moment, les salariés licenciés, à qui la direction vient d'annoncer la liquidation de leur entreprise, ont écrit au président de la République pour lui rappeler que, pendant la campagne électorale, il a, entre autres, parlé du maintien du plein emploi...

Les syndicats rappellent aussi des chiffres qui ne manquent pas d'intérêt à Pantin : 2 669 emplois ont été supprimés en 1973 avec la fermeture de 25 usines et 1 500 licenciements au moins sont envisagés pour 1974. Bien des Rateau en perspective...

BOUYGUES DEMANTELE

En 1973, la Compagnie française d'entreprise (C.f.e.) employait 3 000 employés. Puis la Banque de Suez, majoritaire dans cette entreprise, passe avec l'entrepreneur Francis Bouygues un contrat de location-gérance de la C.f.e. Le 4 juin 1974, Bouygues communique un plan de licenciement au comité central d'entreprise. Il prévoit le départ de 243 mensuels sur 438 et de 1 053 travailleurs horaires sur près de 1 700. Résultat : à la fin de 1974, la C.f.e. n'emploiera plus que 800 personnes.

Cette décision brutale amène les employés de l'entreprise à se mettre en grève : c'est, en fait, un véritable démantèlement de la C.f.e. que prépare Bouygues avec son « plan d'assainissement ». Leur colère s'explique d'autant mieux que les milieux financiers prêtent à Bouygues l'intention de procéder à un rachat de la C.f.e. après les licenciements. Une opération rondement menée, avec le silence complice du gouvernement : la ramification française de la Banque de Suez n'est autre que le Crédit industriel et commercial, dont le directeur était Jean-Pierre Fourcade, avant sa nomination au ministère des Finances...

GREVE POUR LA SECURITE

Une journée de grève pour la sécurité : c'est la réponse des 10 000 métallos du complexe Usinor-Dunkerque au lock-out de 2 000 d'entre eux. Depuis une semaine, les fondeurs refusaient de reprendre le travail en raison du manque de sécurité qui règne dans cette entreprise, pourtant ultra-moderne. Le 1er juin, encore, une projection de métal en fusion a tué un jeune ouvrier de 27 ans et en a blessé quatre autres.

Depuis longtemps, les syndicats dénonçaient la politique d'investissements d'Usinor-Dunkerque qui vise toujours à développer la productivité avant la sécurité des travailleurs. En vain. Cette fois, samedi, la direction est sortie de son silence... pour annoncer aux 2 000 fondeurs qu'elle les mettait en chômage technique. Un chantage auquel les 10 000 métallos ne veulent pas céder. Ils ne voient pas pourquoi ils laisseraient Usinor-Dunkerque jouer avec leur vie.

RECONVERTIR GRINGOIRE

L'usine de biscottes Gringoire, à Mantes-la-Ville, fermera à la fin juillet. Ce verdict, dramatique pour les 250 employés — dont 143 femmes pour la plupart âgées de plus de 40 ans — est tombé le 7 juin. Une fois de plus, la décision de fermer cette entreprise vient de loin : de Minneapolis, aux Etats-Unis, où se trouve le siège de la société américaine Pillsbury-Mills qui depuis 1962 a pris le contrôle de Gringoire.

Certes, le marché de la biscotte n'est pas florissant. Mais ce n'est pas nouveau. Les syndicats reprochent justement à la direction française de ne pas avoir diversifié la production de l'usine de Mantes-la-Ville. Gringoire possède d'ailleurs deux autres usines en France : une biscuiterie à Pithiviers, dans le Loiret (800 personnes), et une pâtisserie industrielle en Charente (400 personnes), qui ne connaissent pas ces problèmes de marché.

Soutenus par les syndicats et les partis de gauche, les travailleurs s'efforcent de contrôler le mouvement des stocks et s'organisent pour défendre leur usine. Bien équipée et bien située, elle peut, sans difficulté majeure, être reconvertie pour une autre activité. Des pourparlers sont engagés avec d'éventuels acheteurs.

GENERAL MOTORS LICENCIE

Le 10 juin, plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté devant le ministère du Travail contre la première firme multinationale mondiale : la General Motors. Les 3 000 salariés de Gennevilliers protestent contre la politique de ce trust, qui leur fait supporter en priorité les conséquences de la crise économique. Depuis le 17 décembre dernier, la durée hebdomadaire de travail, pour la majorité du personnel, a été diminuée de deux heures et demie sans compensation de salaire. Pendant six semaines, entre février et juin 1974, 1 000 salariés ont été mis au chômage. Enfin, contrairement à Renault et Citroën, où les chômeurs partiels touchent 60 % de leur salaire, la direction de la General Motors s'est refusée à constituer un fonds de garantie de ressource.

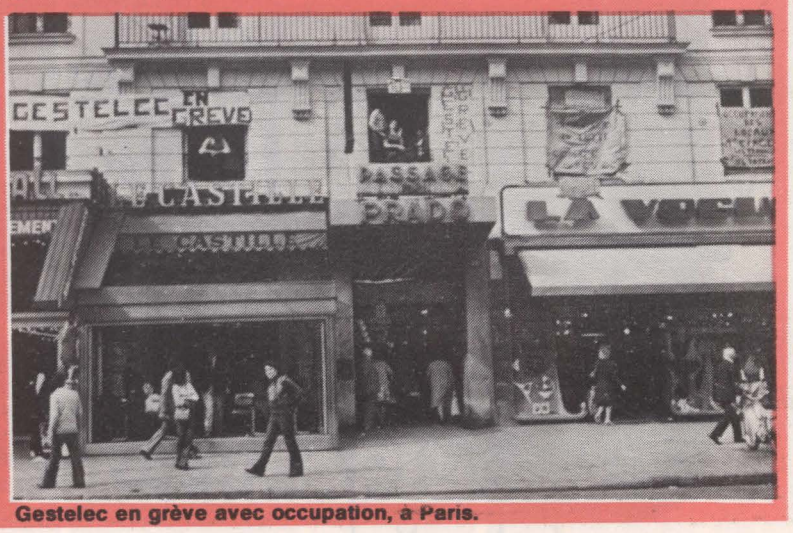
L'avenir ne s'annonce pas plus brillant : déjà, 6 à 7 jours chômés sont annoncés pour le mois de septembre. Plus que jamais, les syndicats C.f.d.t. et C.g.t. dénoncent la gestion de l'entreprise : General Motors-France, qui travaille à 70 % pour Opel (filiale de General Motors), a toujours refusé de diversifier sa clientèle.

Une délégation a été reçu au ministère du Travail pour exiger la garantie de l'emploi et des salaires dans cette firme.

CHRYSLER CEDE

Après huit jours de réflexion, Chrysler-France a renoncé aux 684 licenciements annoncés le 31 mai au comité central d'entreprise. De toute évidence, la direction préfère éviter l'affrontement direct avec les syndicats. Pour régler le problème des travailleurs jugés « en sureffectif », cette firme multinationale a proposé une solution moins abrupte : les reclassements ne se feront qu'avec l'accord des travailleurs concernés. Ces départs volontaires donneront droit aux indemnités de licenciement. De plus, jusqu'à la fin du mois de juillet, les travailleurs de 60 ans pourront partir en pré-retraite avec les mêmes avantages que les travailleurs de 62 ans.

Pour la C.g.t. et la C.f.d.t., ce résultat non négligeable prouve que les travailleurs peuvent faire reculer une firme multinationale. Maintenant, ces syndicats représentatifs vont s'attacher à obtenir de la direction des garanties sur l'emploi et les rémunérations.



Gestelec en grève avec occupation, à Paris.

Lyon

UNE TENEBREUSE AFFAIRE

Le magistrat Jean Colcombet, président du Syndicat de la magistrature et promu récemment de Lyon à Paris, l'avait rappelé au cours d'un débat télévisé : l'enquête sur le hold-up commis en juin 1971 à la recette-principale de la poste de Strasbourg (rapport : 11 millions 680 000 francs) n'avait pas davantage abouti que les enquêtes menées sur les hold-up de Mulhouse (10 millions de francs) et de Chambéry (5 millions), trois opérations menées à quelques années de distance selon les mêmes méthodes et vraisemblablement mises au point — du moins est-ce l'impression de la police — par le même auteur... Depuis, les enquêtes sur ce qu'on appelle hâtivement « le milieu lyonnais » se multiplient.

Quatre années ont été nécessaires pour qu'on s'étonne de l'inefficacité de la police et de la carence des magistrats instructeurs. Mêlant vérités et contre-vérités, recherchant dans l'histoire la plus ancienne ou dans les règlements de compte les plus récents, chaque enquêteur essaie de nouer les fils d'une trame très distendue et pose la question : qui sait et qui dissimule ?

Deux noms ont surgi, bien connus du « milieu », mais aussi d'une certaine classe politique qui ne vit pas que sur les bords du Rhône : Jean Schnaebelé et Jean Augé. On rappelle la guerre des deux « Jean », qui se disputaient entre 1964 et 1966 l'empire des jeux dans le Sud-Est. Il ne se passait pas une semaine sans qu'à Lyon brûle ou saute un cabaret ou un bar. La guerre d'Algérie avait alors bon dos et les truands n'avaient pas encore rempilé dans la lutte contre l'O.a.s. Depuis, les Républicains sociaux se sont appelés U.n.r., puis U.d.r. Et les hommes qui, en 1952, écoutaient comme la Bible dans les bistrots lyonnais de la rue Bellecordière le prophète Jacques Soustelle, qu'ils avaient connu dans les réseaux de renseignements de la Résistance, se sont apparemment réconciliés sous la vaste bannière que déployait le général de Gaulle.

Les gaullistes décollent

Augé travaillait pour plusieurs maîtres et coiffait tantôt la casquette des services secrets américains, tantôt devenait « l'honorable correspondant » des services de renseignements français. Il n'hésitait pas à se faire le complice des services de répression de la drogue. Entre temps, il confectionnait dans les caves du gouvernement général en Algérie de faux « El Moujahid » et participait à « l'action psychologique » des colonels. Jamais il n'oubliait le monde des affaires et bien malin serait l'enquêteur qui démêlerait le réseau des sociétés dont Augé tirait les ficelles. L'empire des jeux n'était qu'une pièce d'une panoplie assez vaste où l'on retrouve l'hôtellerie, la restauration, le bistrot, les boîtes de nuit, l'immobilier. Dans les salons lyonnais U.d.r., Augé croisait Schnaebélé. Est-ce là qu'ils firent la paix ? Quoi qu'il en soit, l'empire des jeux dans la région Rhône-Alpes, aujourd'hui, c'est Schnaebelé.

Mais de quels jeux s'agit-il ? « Non pas de machines à sous, mais de billards électriques et de boîtes à disques... A Lyon, les jeux ça représente 600 000 francs tous les mois ». Un chiffre d'affaires qui, bon an, mal an, approcherait ainsi réellement le milliard d'anciens francs. Pour l'accroître, Schnaebelé paie de sa personne et n'hésite pas à investir en prêtant aux cafetiers qui veulent moderniser leur fonds. Prend-il des parts ? La question n'a pas reçu de réponse. Il est vrai que, depuis « l'affaire Tonnot », les hôtels meublés lyonnais se vendaient à vil prix.

Italie

La crise permanente

L'Italie est habituée aux crises ministérielles et l'on a souvent comparé la démocratie italienne à un édredon capable d'absorber tous les soubresauts et retrouvant toujours la même forme. A chaque fois, pourtant, le climat est un peu plus détérioré, tant par l'accumulation des difficultés économiques et sociales que par les menaces sérieuses qui pèsent sur l'ordre public du fait des groupes d'extrême-droite.

L'impasse dans laquelle se trouve l'Italie tient, pour une large part, au divorce — si l'on peut dire — qui existe entre les forces vitales du pays et les combinaisons parlementaires sur lesquelles s'appuient des gouvernements de plus en plus éphémères. Les expériences de ces dernières années ont montré que, sauf à voir les communistes entrer au gouvernement, il n'y a pas d'autre majorité possible que celle qui résulte d'un regroupement des partis du centre-gauche allant de la Démocratie chrétienne au Parti socialiste. Mais un tel regroupement porte en lui une série de contradictions qui le réduisent rapidement à l'impuissance. Le récent référendum sur le divorce avait déjà illustré d'une façon spectaculaire l'une de ces contradictions. Les mesures économiques anti-inflationnistes que s'apprêtait à prendre le gouvernement présidé par Mariano Rumor ont fait le reste. Les six ministres socialistes ont, en effet, estimé impossible de s'associer aux sévères mesures de restriction du crédit proposées par le ministre du Trésor et par le gouverneur de la Banque d'Italie, mesures dont on pouvait prévoir qu'elles entraîneraient des réactions en chaîne frappant surtout, en fin de compte les plus défavorisés.

Comment cette nouvelle crise peut-elle être surmontée ? Poursuivre l'expérience centre-gauche semble être l'idée du président de la République, Giovanni Leone. Les socialistes ne s'y refusent pas a priori, mais ils doutent de plus en plus des véritables intentions de la Démocratie chrétienne et particulièrement de son secrétaire général, Amintore Fanfani, qui paraît toujours attendre le moment où il pourra reprendre lui-même la direction du pouvoir. C'est pourquoi, dans les rangs du Parti socialiste, où l'on a suivi avec un intérêt passionné la campagne présidentielle de François Mitterrand, de plus en plus nombreux sont ceux qui songent à un rapprochement avec le Parti communiste. Celui-ci, par la voix de son secrétaire général, Enrico Berlinguer, vient de répéter qu'il était prêt à toute forme de coopération en vue de développer les « éléments positifs » de la situation.

S'il s'avérait impossible de reconstituer un gouvernement centre-gauche durable et s'il fallait recourir cet automne à des élections anticipées, celles-ci pourraient bien se dérouler dans des conditions différentes des précédentes et réserver quelques surprises.



Quelques hold-up, une dizaine d'assassinats, des machines à sous, une pincée de drogue, un homme d'affaires serviable, bien avec le gotha gaulliste : tous les ingrédients pour faire une histoire lyonnaise.

Comment pouvait-on accuser l'animateur de la Sogematic, S.a.r.l. située 18, rue de l'Union à Villeurbanne, d'autres passions « que de travailler, pour être efficace » et de piloter son avion personnel ? « Mon seul vice », assure-t-il.

Mais Schnaebelé qui, avec la Résistance, s'est battu dans les maquis de la Saône-et-Loire où il a rencontré un autre passionné d'aviation : André Jarrot — aujourd'hui ministre de la Qualité de la vie — sait, comme Augé, jouer de ses relations. Son avion, au moins occasionnellement, est à la disposition de tous ses amis, de Georges Pompidou à Louis Joxe en passant par Maurice Couve de Murville. On a peine à croire que tout le gotha du gaullisme a décollé avec Schnaebelé.

"Augé, connais pas"

De là à laisser entendre que l'avion de Schnaebelé avait, en juin 1971, tourné autour de Strasbourg, c'était tentant... Mais Schnaebelé a la conscience tranquille. Il se moque : « Vous me voyez un peu ayant besoin de proxénétisme, de trafic de drogue ou de hold-up ? » Strasbourg ? Ce n'est pas lui la tête pensante. Alors que sait-il ? Rien. Il ignore tout de ceux qui ont fait brûler ou sauter les bars où il installait ses billards électriques. Il ignore tout des faux gendarmes qui, en octobre 1967, l'ont toute une nuit séquestré et torturé pour ne lui arracher que 15 000 francs, alors qu'ils lui demandaient 50 millions. Il ignore tout des hommes qui ont froidement, le 15 juin 1973, abattu sur les rives de la Saône Jean Augé alors qu'il venait d'achever sa partie quotidienne de tennis. Il n'a pas davantage de lien avec Paltobedrossian, nouveau directeur du casino de Charbonnières, dont le rachat depuis 18 mois préoccupe fort la brigade financière de Lyon.

« Augé ? déclare Schnaebelé. Connais pas. Peut-être un concurrent. »

Mais qu'importe après tout des relations entre Schnaebelé et Augé ; qu'importe que, dans le procès des fausses factures, on retrouve des amis des uns et des autres ; qu'importe que le ministre de la Qualité de la vie soit le parrain d'un des enfants de Schnaebelé ; qu'importe même que, en trois hold-up, près de trois milliards d'anciens francs se soient volatilisés... L'essentiel est de mettre à jour comment une classe politique depuis quinze ans au pouvoir est compromise avec ce que les uns appellent le monde « des truands », d'autres le monde « des affairistes » et qui est, en réalité, celui « des réseaux » et du Sac.

Si, aujourd'hui, on s'intéresse à Schnaebelé, c'est peut-être parce qu'il n'est plus possible de s'intéresser à cet homme mystérieux et tout-puissant qu'était Jean Augé. Qui l'a abattu ? Des services de renseignements, des polices parallèles, des hommes de main télécommandés par des truands ? Où en est l'enquête un an après ? Pourquoi le dossier « à propos de l'affaire de Strasbourg » ouvert par le juge d'instruction lyonnais Renard pour « association de malfaiteurs » est-il quasiment vide ? Où est allé l'argent du hold-up ? Autant de questions laissées sans réponse lorsque les inspecteurs de la Police judiciaire de Strasbourg et de Lyon continuent à échanger les photographies de truands minables.

D'où viennent les fonds qui ont permis les rachats du casino de Charbonnières pour réaliser une opération immobilière juteuse ou l'achat au comité de la Ferrière du magnifique château de Farreins, classé monument historique ?

Ceux qu'on a l'habitude d'appeler « les petits flics » lèvent les bras au ciel et répondent : « Des truands ». Est-ce aussi simple ?

ROBERT BUTHEAU



Jean Augé.



Paltobedrossian.



LES TROIS SIXIEMES

Sachant que « l'économie » a besoin de 20% de main-d'œuvre non qualifiée, calculez la proportion d'élèves de transition dans les classes de sixième. Réponse : 20 %. C.q.f.d.

Dans quelque 730 000 familles françaises, l'heure est actuellement à la joie. Mme Dupont, dans son H.l.m. banlieusarde, ou Mme Kerlebouc'h dans le fin fond de sa Basse Bretagne, viennent d'être averties qu'un de leurs enfants a été admis en sixième. D'ici quelques jours, si ce n'est déjà fait, Mme Dupont et Mme Kerlebouc'h se rendront au C.e.s. ou au C.e.g. le plus proche de leur domicile, avec une pleine valise de papiers sous le bras, pour procéder aux formalités d'inscription. Conséquence de la « démocratisation de l'enseignement », tous les petits Français entrent maintenant en sixième. Du moins, presque tous : car en 1972-73 il y avait encore 17 060 élèves inscrits dans les classes de fin d'études (publiques et privées) dont on ne sort guère, en général, que pour la vie active.

Evidemment, la manière dont l'admission de leur enfant a été décidée demeurera sans doute un mystère pour Mme Dupont, Mme Kerlebouc'h... et pas mal d'autres. Chacun sait que, le 19 mai, les Français ont en majorité refusé la « société bureaucratique » que se proposait — dixit Giscard — de leur infliger François Mitterrand. Cela prouve une seule chose, c'est qu'ils ne se rendent pas compte qu'en fait de société bureaucratique, nous sommes déjà en plein dedans...

Les entrées en sixième en constituent un exemple parfait. Elles sont examinées, chaque année, par une « commission d'entrée en sixième » qui a la charge d'un secteur géographique déterminé. Cette commission, présidée par l'inspecteur départemental de l'Education nationale responsable de ce secteur, comprend, outre les chefs des établissements d'origine (les écoles primaires) et d'accueil (C.e.s. ou C.e.g.), des personnalités nommées : parents, enseignants. Plus, quand il y en a un dans les parages, un psychologue scolaire. Au reste, toutes ces personnes ne sont là que pour se donner mutuellement le change. Car, si la plupart d'entre elles l'ignorent bien souvent, on doit savoir que leur avis n'est que consultatif et que le pouvoir de décision est entre les mains de l'I.d.e.n., c'est-à-dire d'un représentant — si honnête soit-il — de la bureaucratie de l'Education nationale, qui n'a de comptes à rendre qu'à ses supérieurs.

Guy Nania
Docteur ès Sciences Politiques

Le P.S.U. AVANT ROCARD

Présentation de
Jean Poperen

Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de L'UNITE
26,65 F franco (au lieu de 37 F)
aux
EDITIONS ROBLOT
8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS
● **CCP : La Source 31-888-50**

Pensum de 42 pages

Que fait-on dans une commission d'entrée ? On y examine le dossier de tous les élèves de cours moyen 2e année, ainsi que le dossier d'un certain nombre d'élèves des classes précédentes proposés par les directeurs d'école concernés. Les enfants sont admis soit à redoubler, soit à accéder en sixième. C'est ainsi que, sur 765 711 élèves des C.m. 2 publics en 1971-1972, 79,1 % (616 032) sont entrés en sixième en 1972-73, les autres ayant redoublé, ou étant passés en fin d'études. Et, pour faire du travail complet, la commission précise de quel type de sixième il s'agit.

Car c'est là un petit détail qui change tout. Il n'y a pas une sixième dans l'enseignement français, il y en a trois, qu'on peut... regrouper en deux.

Officiellement, le classement se fait comme suit : les élèves « forts » sont admis dans les sixièmes I (type « lycée »), les élèves « moyens » dans les sixièmes II (type « C.e.g. ») et les élèves très faibles dans les sixièmes III (type « transition »). En fait, la distinction entre sixièmes I et II tend en théorie à disparaître — elle réapparaît sous la forme plus subtile d'un échelonnement des premières langues, allant des plus « difficiles » aux plus « faciles » (!) : russe, allemand, anglais, espagnol, italien. En revanche, les sixièmes III (transition) constituent un monde bien à part — un monde qui a accueilli 18,4 % des élèves des sixièmes publiques cette année — contre 20,1% en 1972-73.

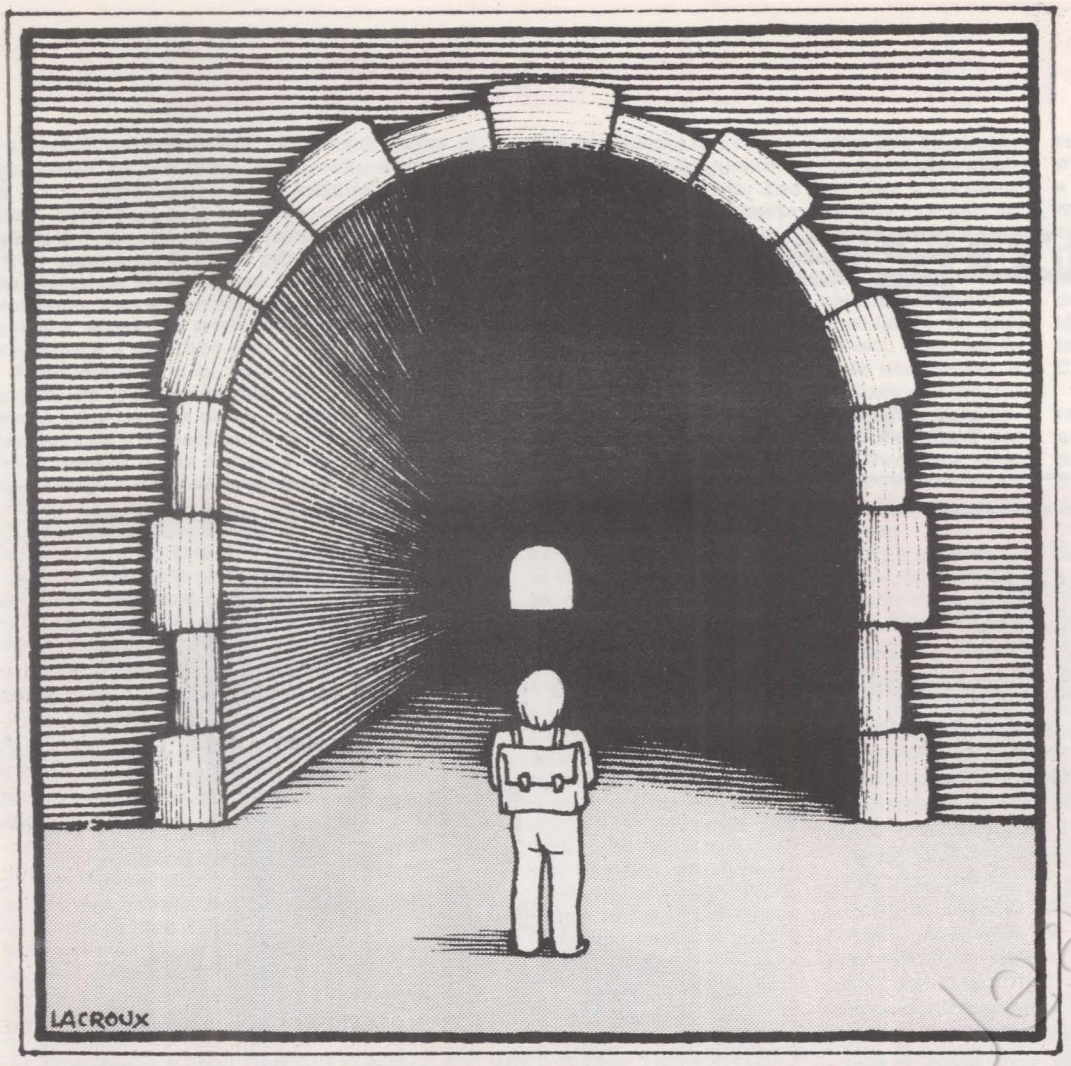
Au demeurant, ce monde en légère diminution est aussi un monde de plus en plus à part, si l'on en croit, parmi beaucoup d'autres, tel maître de transition d'un C.e.s. de la banlieue est de Paris, Albert C. : « A l'origine, les circulaires officielles nous assignaient deux types d'élèves : les « sous-instruits doués » et les « enfants à développement lent ». Traduit en clair, ça veut dire qu'on devait accueillir, d'un côté les gosses qui avaient eu une scolarité perturbée, et de l'autre des gosses « pas bien malins. » A tous, il s'agissait de faire rattraper le niveau d'un C.m. 2 correct. A partir de là, on pouvait en réintégrer un certain nombre dans le circuit des sixièmes I et II » — qui seulent ouvrent l'accès au B.e.p.c. et, par-delà, aux brevets d'études professionnelles et aux lycées.

« Ça, c'était la théorie, et au début, ça a marché en effet un peu comme cela. Nous, les maîtres, on en voulait, et les gosses, qui étaient peu nombreux par classe, avaient leurs chances. Mais aujourd'hui... »

Aujourd'hui ! A supposer qu'Albert C. n'enjolive pas quelque peu le passé de ses illusions perdues, il est sûr qu'il faudrait qu'il soit aveugle pour en conserver. Sur les 122 367 élèves qui étaient dans les sixièmes de transition publiques en 1970-71, 12 246 ont pu redoubler en sixième I ou II en 1972-73 (10%), 1 956 (1,6%) ont pu passer en cinquième I ou II ; 8,9% ont quitté l'école publique, et tous les autres sont passés en cinquième de transition. Mais, sur les 125 113 enfants qui se trouvaient en cinquième de transition en 1970-71, seulement 1,5% ont pu, en 1971-72, redoubler en cinquième normale, 2,8% passer en quatrième ordinaire et 30,1% passer en première année de C.a.p. — ce qui ne veut pas dire que tous ont eu ensuite leur C.a.p. Tous les autres sont allés dans les classes pratiques, aujourd'hui en voie de remplacement. Au total, 15% environ des élèves entrant en sixième de transition ont une chance de rejoindre les classes menant au B.e.p.c. Les autres sont, dès 11 ou 12 ans, rejetés de ces voies-là. On comprend qu'Albert C. ait abandonné ses illusions...

Il n'est d'ailleurs pas le seul. En octobre 1972, le ministère de l'Education nationale a accouché d'un pensum de 45 pages, en guise de complément aux circulaires de 1962 sur les classes de transition. Or, tandis que le texte de 1962 insistait sur le rattrapage scolaire, celui de 1972 déclare : « Il s'agit tout d'abord de préparer à la vie un jeune adolescent chez lequel s'estompe le caractère de l'enfance, alors que se rapprochent les perspectives d'une existence d'adulte... difficile ». On ne saurait mieux reconnaître la vanité des objectifs de 1962 — que les maîtres avaient déjà reconnue. Mais comme, dès lors, les objectifs proprement scolaires de ces classes sont mis sous le boisseau, on a encore moins de raisons qu'auparavant d'être regardant sur leur recrutement.

C'est justement ce que constate Albert C. : « Au début, on nous envoyait des en-



fants souvent intelligents, mais scolairement faibles et sujets à de gros problèmes affectifs, mais sans plus. Aujourd'hui, on nous envoie toujours ceux-là ; mais on nous surcharge les classes — jusqu'à 30 enfants, voire plus — et, par-dessus le marché, on nous donne à accueillir de parfaits caractériels : instables, violents sans rime ni raison, totalement perturbés. En tout état de cause, des gosses scolairement irrécupérables : les laissés-pour-compte pitoyables d'une société qui produit méthodiquement ses propres « rebuts » : gosses issus du sous-prolétariat, de parents alcooliques, de couples désunis, etc., qu'on enfonce au lieu de les aider. Si vous saviez ce qu'on peut voir défiler de misères ! »

A la source

Car, bien entendu, les enfants sélectionnés pour aller dans les classes de transition ne viennent pas de n'importe où. Des recherches opérées soit au sein de l'administration, soit en dehors ont abouti à des résultats absolument convergents et irréfutables. Les enfants des 6e III sont issus en majorité de milieux modestes ou misérables : ouvriers (manœuvres, notamment), journaliers agricoles... Les raisons d'un tel état de choses sont bien connues, si les remèdes le sont moins. Il est tout de même évident qu'un intense effort d'assistance scolaire, affective et psychologique, et de rattrapage, dès la maternelle, permettrait d'éviter que les dégâts n'atteignent la proportion qu'ils connaissent, même sans obtenir des miracles immédiats. Car c'est à la source que le problème doit être résolu. Supprimer, en l'état actuel des choses, les classes de transition ne résoudrait en rien le problème posé par les enfants qu'on y envoie. Indépendamment des problèmes divers que cela poserait aux enseignants, cela ne servirait qu'à semer un peu plus de confusion dans l'esprit du public. Tout le monde, désormais, entrerait « vraiment » en sixième. Et après ?

En réalité, tant que la France sera dirigée par son patronat, toute autre chose est impossible, quel que soit le subterfuge trouvé par le Guichard, le Fontanet ou le René Haby de service, le dernier nommé étant, de toute façon, hostile à la suppression, envisagée par son prédécesseur, des « filières » séparées à l'intérieur du 1er cycle. Une petite devinette : sachant que les besoins de l'« économie » en main-d'œuvre non qualifiée sont de 20 % environ (selon les estimations du VIe Plan pour 1970-1975) et sachant que les classes de transition constituent la pépinière de cette main-d'œuvre, découvrez la proportion d'élèves de transition dans les classes de sixième.

Réponse : environ 20 %. C'est curieux, non ?

JEAN-PIERRE MOULINS

Livre

L'Histoire change de peau

Nous vivons l'éclatement de l'événement. Pour des générations d'élèves et d'étudiants, pour les lecteurs du sempiternel manuel Mallet-Isaac, la Révolution française s'ordonnait autour de cette journée de 1789 où quelques milliers de Parisiens prirent la Bastille et en libérèrent les prisonniers. Aujourd'hui, l'événement « Révolution » n'est plus là. Il s'est dilaté, faisant qu'on abandonne le récit évident d'une journée extraordinaire pour l'étude de la vie ordinaire des Français qui firent — ou subirent — la Révolution.

L'Histoire a quitté les événements politiques, l'étude des institutions, la chronologie et les biographies pour de nouveaux rivages. Le territoire que l'historien s'est peu à peu taillé l'amène sur des chemins de plus en plus tortueux, de moins en moins évidents. Par l'étude de l'évolution du prix des céréales en 1750 et 1789. Ou celle des variations du climat et de leurs incidences sur les cycles de production agraire. Ou celle du mode de vie et de pensée, de la manière de soigner et de se marier... Il ne faut pas plus négliger le mythe que le corps, la fête que la mort, le colportage que la littérature.

Cette Histoire s'est formée en France autour d'une revue : « Les Annales, économies, civilisations, sociétés ». Elle a même ses papes : Marc Bloch, Lucien Febvre et Fernand Braudel. Il ne lui manquait qu'un diagnostic. C'est ce qu'ont voulu faire Pierre Nora et Jacques Le Goff dans les trois tomes de leur ouvrage paru aux éditions Gallimard, « Faire de l'Histoire ». Ces trois tomes, à travers de nombreuses collaborations, présentent l'état de la recherche historique en 1974.

Ils s'ordonnent suivant trois processus : de « nouveaux problèmes » ne cessent de poser des questions à la science historique, de « nouvelles approches » la modifient et l'enrichissent sans cesse, de « nouveaux objets » d'études apparaissent et conduisent les recherches des jeunes chercheurs.

Un tel ouvrage ne pouvait être que décousu. Mais c'est sa richesse même qui le conduisait à ce travers. Chaque historien choisit son itinéraire. L'un étudie la littérature de colportage, l'évolution des bibliothèques publiques dans la France de 1750 et le lent glissement entre culture des élites et culture populaire. Tel autre s'intéresse aux menus servis dans les hôpitaux de l'Assistance publique dans le Paris de 1846 et 1847. Il en tirera l'histoire de l'attitude des Parisiens face à la nourriture et aux besoins alimentaires.

Marc Ferro, lui, s'intéresse aux films. Ces derniers n'entrent « pas encore dans l'univers mental de l'historien ». C'est un tort. Le cinéma fait passer la vision qu'une société a d'elle-même. Pour le prouver, il analyse ce que les opérateurs ont tourné dans la Russie révolutionnaire de 1917 et 1918.

Ce livre paraîtra souvent difficile. Mais il mérite l'effort qu'exige sa lecture. Certes, les articles sur l'introduction des ordinateurs dans le dépouillement systématique des archives concernent plus les historiens de métier que le lecteur simplement passionné. Mais cette Histoire s'intéresse surtout aux soubassements de la vie sociale — économie, structures mentales — dans les zones où les changements ne se font que selon des rythmes plus que séculaires. Et si l'Histoire a pu quitter le simple récit chronologique, c'est à ces techniques qu'elle le doit. Il ne faut donc pas les négliger.

Cette mutation de la science historique, il fallait sans doute ces trois tomes pour la faire sentir au grand public. Le ghetto universitaire néglige trop le simple lecteur pour qu'il soit directement intéressé à ces nouvelles recherches. L'ambition de ces livres était là. Pierre Nora et Jacques Le Goff ont tenu ce difficile pari. **N. B.**

changer la vie culturelle

Vidéo-animation

ETRE FEMME QUARTIER PAUL-ELUARD

La Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis n'a finalement pas attendu octobre prochain pour démarrer ses activités. Elle fait, grâce à son unité audio-visuelle, une « opération vidéo » à Bobigny, du 17 au 22 juin. L'originalité de cette première expérience réside dans son insertion locale et sociale. Thème retenu : « Etre femme quartier Paul-Eluard ». Objectif : saisir sur le vif la réalité de la vie quotidienne des mille femmes du quartier. Elaborée à partir d'une enquête sociologique menée auprès des gardiens d'immeubles, des responsables d'associations diverses et d'une assistante sociale, complétée par l'avis d'enseignants et de médecins, cette « vidéo-animation » se composera d'une série d'interviews tournées et montées en une semaine. Le tout s'achèvera par une projection-débat où, pour une fois, la vie culturelle sera autre chose qu'une discussion entre intellectuels-spécialistes.

Musique

EN RUSSE SUR LA PORTEE

Il y a quatre ans le Théâtre de la Ville organisait un Festival de musique russe et soviétique. Récidive du 18 au 28 juin. Cinq grandes formations symphoniques françaises (l'Orchestre national, l'Orchestre philarmonique de l'O.r.t.f., l'Orchestre des concerts Lamoureux) vont se succéder, dirigées par les plus grandes « baguettes » soviétiques et gonflés de quelques solistes russes de réputation mondiale. De Glinka et Tchaïkovski jusqu'à Prokofiev et Chostakovitch, en passant par Rachmaninov et Sviridov, aucune nuance de la musique soviétique n'est oubliée. En cadeau, les mélomanes auront droit à une découverte : l'étonnant chœur académique d'Alexandre Yourlov. Ce groupe, qui ne s'est jamais produit en France, est de la veine des chœurs qu'on ne cesse d'admirer dans « Boris Godounov » ou dans « Ivan le Terrible ». Il y a là, pour les novices, une occasion de comprendre la profondeur de l'expression de Tchaïkovski : « être Russe jusqu'à la mœlle des os ».

Cinéma

UN DROLE DE CHEVAL



Il y a plus délirant que Dada, c'est Dada. Plus extravagant que les pré-surréalistes du dadaïsme, le général Amin Dada, qui a pris le pouvoir en Ouganda par un putsch militaire, délire longuement devant la caméra de Barbet Schroeder. Cela donne un film bourré de gags : Amin Dada accordéoniste, quêtant pour les Anglais affamés, champion de natation, président un ubuesque Conseil des ministres, charmant les éléphants, « s'emparant à blanc » du Golan dans la savane — mais aussi, hélas, Amin Dada consolant Nixon, dressant l'apologie des « indics », regrettant qu'Hitler ait été trop clément avec les Juifs, applaudissant Pinochet, faisant « disparaître » un ministre qu'il a trop vu, etc.

Cet autoportrait — le chef d'Etat ayant en personne participé à la réalisation et signé la musique — peut être regardé comme une (auto) caricature d'un dictateur, d'une sorte de Mussolini en plus grotesque. Mais le risque est réel que le reportage de Schroeder — que la troisième chaîne présentera cet été à la télévision — tire son succès sinon d'un réflexe raciste, en tout cas d'une plus ou moins inconsciente dérision envers l'Afrique. Il y a bien deux ou trois notations, une phrase de commentaire final qui rappellent que tout cela est finalement le reflet déformé de notre propre civilisation. C'est peu. Et il demeure une question grave que « Général Idi Amin Dada » permet de poser : a-t-on le droit de proposer un document brut hors de son contexte historique, géographique, culturel et politique ?

S.R.

Théâtre

LES RAVAGES DE L'APOLITISME

On connaît la musique : « Moi, je ne fais pas de politique ; tout ça sent mauvais ; ce n'est pas mon problème ; c'est à eux de se débrouiller ; les autres le feront bien ; ils n'ont qu'à ; il n'y a qu'à... » Guy Foissy, auteur de théâtre, s'est souvent attaqué, dans ses pièces, aux ravages de l'apolitisme. Il en traite à nouveau dans un de ses textes récents, « Monsieur Gnaka », actuellement joué au Jour de Fête (10 rue Guénéguaud - Paris 6e). On y voit deux « braves hommes », Gnaka et Zonka, aux prises avec leurs fantasmes (le besoin de tranquillité, la peur du changement) et avec une militante qui veut les amener à s'engager. L'argument du discours repose sur un constat : en cas de « coup dur », les « apolitiques » sont toujours les premières victimes.

Une pièce à voir, à revoir, à méditer. Un spectacle qui sera à la fête du P.s.u. les 15 et 16 juin à Meudon. Avec « La Poigne », autre pièce de Guy Foissy.

Action culturelle

CES JEUNES QUI DERANGENT

« Il n'y a plus de jeunesse ; de mon temps... » Ce sont là, à peine caricaturés, les propos du maire Centre démocrate de Viry-Châtillon. Henri Longuet — c'est son nom — en a assez de voir les jeunes parler du Chili ou du Vietnam dans la Maison des jeunes et de la culture de sa ville. Alors, il a décidé de « boucler la gueule des jeunes et la M.j.c. » Il l'a dit au journal « le Monde » : « Un ciné-club, c'est bien ; mais qu'ils ne nous collent pas des films avec un arrière-plan politique. » Pauvre M. Longuet qui régnait depuis vingt ans sur sa bonne cité, sans aucun souci ! Depuis que la M.j.c. a été ouverte on parle de beaucoup de choses : du Larzac, de la peine de mort, de la dictature au Brésil ou ailleurs. Inadmissible ! Le directeur de l'établissement et les deux animateurs ont été licenciés.

Venant après celle de Boulogne-Billancourt, cette fermeture pose un problème national : celui de la liberté d'expression et des atteintes que lui font subir de nombreuses municipalités conservatrices. C'est pourquoi un comité de soutien a été créé. C'est pourquoi, lundi, Pierre Juquin, député communiste de l'Essonne (donc de Viry-Châtillon), et Jean-Pierre Chevènement, au titre du Parti socialiste, ont tenu, dans les locaux encore ouverts de la M.j.c., une conférence de presse où ils ont dénoncé toutes les formes de censure et d'autoritarisme. Longuet, qui aime tant le calme, a-t-il prisé ce bruit qu'il a déclenché autour de sa personne ?

Tourisme social

NE PLUS BRONZER IDIOT

Un Français sur deux ne part pas en vacances. Les statistiques sont précises, sûres, connues. Petits paysans, ouvriers agricoles, retraités, auxquels s'ajoutent les « petits » salaires, les jeunes couples à la recherche d'un logement, bref tous ceux pour qui les vacances sont trop chères. Car, quelle que soit la solution choisie, le jardin des grands-parents, la chambre de la tante ou le camping à la ferme, les vacances sont chères. Une enquête réalisée en 1972 montrait que 16 % seulement des partants dépensaient moins de 500 F par personne pour des vacances d'été. Et que 49 % de l'échantillon dépensait plus de 1 000 F par personne. C'est dire si les smicards, même lorsqu'ils partent, le font pour peu de temps. L'inflation et l'augmentation du prix de l'essence annoncée ne vont en rien améliorer la situation pour l'été 1974. D'autant que les mesures économiques prévues par le gouvernement vont imposer à tous de nouveaux sacrifices qui vont venir amputer le budget vacances des Français.

Alors, on fera contre mauvaise fortune bon cœur et certains penseront au tourisme social. Avec cette idée, ancrée chez beaucoup, que ce tourisme est un tourisme de pauvres.

La commission du tourisme social de l'Union nationale des associations de tourisme (Unat) l'a d'ailleurs définie : « Le tourisme social est un tourisme qui se veut à la portée de tous : il donne à ceux qui n'en ont pas toujours les moyens matériels et intellectuels la possibilité de participer à un voyage ou à un séjour de vacances dans les meilleures conditions techniques et culturelles. » Ce n'est pas encore du tourisme au rabais, mais c'est presque un tourisme pour citoyens de seconde zone : ceux qui ne peuvent pas payer et qui, par conséquent, ne peuvent pas comprendre. Et l'Unat poursuit : « Le tourisme social est un tourisme actif... Le tourisme social est non commercial. »

Les 1 000 centres gérés par les différents organismes se réclamant du tourisme social, avec leurs 200 000 lits — ce qui représente 800 000 personnes accueillies annuellement — et leur million de places de camping auraient donc deux buts : accueillir les plus pauvres et expérimenter des techniques de loisir pour les plus riches. Et c'est ce qui se passe : faute de moyens les associations refusent chaque année, pendant les vacances scolaires, autant de familles qu'elles en acceptent. C'est dire la difficulté pour ceux qui n'ont pas « les moyens » de trouver l'occasion de profiter d'un besoin que la société a créé.

Le tourisme social a déjà une longue histoire. En 1936 lorsque, avec 12 jours de congés payés et 30 % de réduction sur les billets de chemin de fer, les vacanciers du Front populaire décidèrent de partir, il n'existait pour les accueillir que les Auberges de jeunesse.

La S.n.c.f. estima que 900 000 salariés prirent pour la première fois des vacances. A l'époque, prendre des vacances, c'était tout d'abord et presque exclusivement « partir ». De ces vacances de l'été 36, certains garderont un souvenir ébloui. Et ils auront appris une leçon : si le salaire moyen d'un ouvrier qualifié est alors de 5 F par jour, la pension complète dans une station balnéaire bretonne tourne entre 6 et 9 F. Conclusion : l'ouvrier qualifié, s'il peut partir, ne peut pas aller dans la seule structure d'hébergement alors existante, l'hôtel. C'est de là que va naître le mouvement touristique populaire. Avec comme seule expérience celle des Auberges de jeunesse, venues d'Allemagne dans les années 30. Elles ne sont alors qu'une centaine, réservées aux jeunes. Mais c'est dans ces laboratoires que vont s'expérimenter les premiers séjours collectifs, que va s'élaborer une vie communautaire.

Pendant la Résistance, le souvenir de 36 ne sera pas oublié. Aux heures les plus sombres, des résistants vont penser les loisirs d'après-guerre. C'est de là qu'est né Tourisme et Travail (1). « L'hébergement était modeste. Souvent, nous couchions sous des tentes militaires, mais nous étions entre nous, entre travailleurs. Et la détente en pleine nature nous changeait de notre vie d'usine. » Ce « vieux » de Tourisme et Travail a connu ensuite les difficultés des années noires, celles de la division du mouvement ouvrier. Car, en même temps, d'autres organisations développent leurs activités : c'est la Ligue de

→



Les premiers « congés payés » partent, en été 1936.

NE PLUS BRONZER IDIOT

→

l'enseignement, le mouvement familial chrétien, la Jac, l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (Occaj) animée par des militants C.f.t.c. Chaque association recrute sa propre clientèle, crée un esprit « maison », presque un ghetto.

C'est que, si l'acquis de 1936 est irréversible, le tourisme social va traverser une crise : celle de la guerre froide. L'aide financière accordée à Tourisme et Travail est supprimée. Chaque courant politique va créer à son tour son organisation. En 1950, les Jeunesses socialistes créent la Fédération Léo-Lagrange. Chacune d'entre elles à un style, crée sa propre infrastructure. Ainsi les expériences restent souvent isolées les unes des autres et les dépenses d'investissement se multiplient. C'est la rançon de la division. D'autant que va apparaître le tourisme commercial.

Car un marché est né. Les congés payés étant chose acquise et ne pouvant que se développer, certains ont compris qu'il y avait là « de l'argent à faire ». Beaucoup. Il suffisait de trouver la formule. Pour une part, elle fut empruntée au tourisme social. Ce fut celle des camps. D'autre part on a pris aux riches un certain style de vie, la mer et le soleil. La formule a réussi. Qu'il s'agisse du Club méditerrannée ou de ses concurrents, le tourisme commercial a su se tailler une place. Mais, en même temps, il a créé de nouveaux besoins, une mode, des modèles. Le produit consommé est devenu un produit cher. Le dépaysement, la fuite vers le soleil nécessitent un investissement lourd.

Sans esprit mercantile

Alors, les organismes du tourisme social n'ont pas pu suivre. A courir après le secteur commercial, il s'est essoufflé, a offert des services de moindre qualité, a perdu une partie de son imagination. Et, petit à petit, l'Etat a rogné sa dotation budgétaire. Pour 1974, les crédits votés pour le tourisme social sont de 18,5 millions de francs. Mais ils sont de 212,5 millions pour les autres secteurs touristiques, dont 7 millions pour les seuls ports de plaisance.

Lors de l'élaboration du VIe Plan, une enveloppe de 950 à 1 050 millions était prévue pour les investissements touristiques « commerciaux » et de 110 à 150 millions pour le tourisme social. Sur les 4 premières années du Plan, seulement 47,3 millions ont été alloués à ce dernier, soit 53 % de la moyenne annuelle prévue. Par contre, le « grand » tourisme a reçu 754,7 millions, soit 112 % de la moyenne annuelle prévue. Qui a dit qu'on ne prêtait qu'aux riches ? Et lorsqu'on dit prêter... L'Etat a donc fait un choix. Un choix clair, il accroît les inégalités de la société.

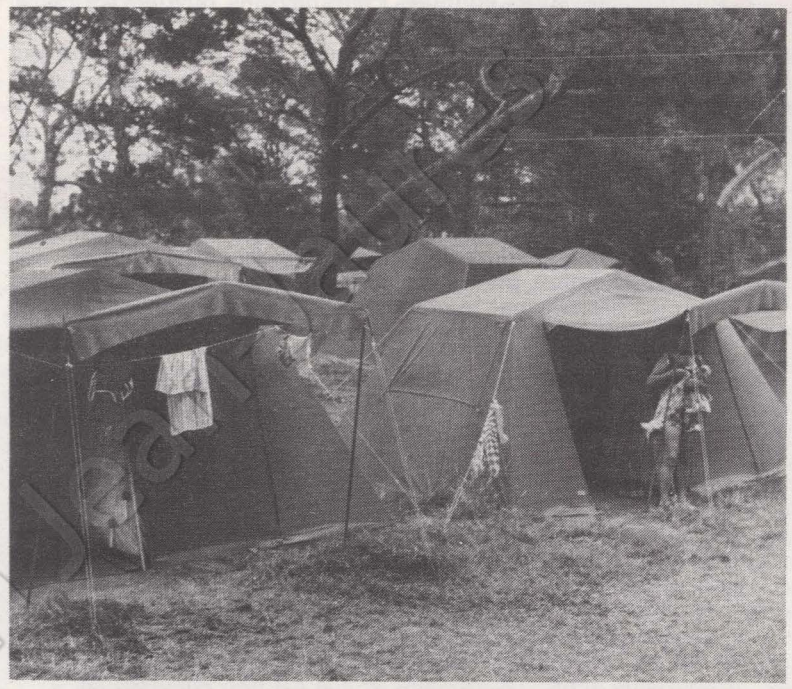
Pourtant, d'un peu partout, des voix s'élèvent pour demander que le tourisme social retrouve la place qui devrait être la sienne. D'une part, les organismes de tourisme social et les syndicats ont voulu faire face aux marchands de loisirs. Les 15 millions de Français-voyageurs qui, en 1972, ont pris la route étaient en effet des clients faciles pour les groupes financiers qui ont investi dans le loisir. Les banques Rothschild, Paribas, de l'Union européenne ont vu dans les clubs une opération capitaliste classique d'une rentabilité certaine, mais en même temps la vente d'un produit plaisant, particulièrement inodore, sans relent idéologique et pour tout dire plutôt soporifique.

Le "droit à la fête"

Les jeunes ont leurs problèmes. Et ils partent aussi en vacances. Et ils en parlent... La Fédération nationale Léo-Lagrange (21 rue de Provence, Paris 75009 — tél. 824.63.01) milite en faveur de la promotion d'une politique de l'animation depuis 24 ans. Cette année encore, elle poursuit son action. Tout en proposant des découvertes « vraies » — celle de la Tunisie par exemple, un circuit historique et touristique organisé par de jeunes Tunisiens — ou bien encore un séjour au centre international de BUDVA en Yougoslavie, dans un contexte politique intéressant après le congrès de la Ligue yougoslave, elle n'oublie pas pour autant les revendications. L'aide à l'action socio-culturelle et sportive des collectivités ; la réévaluation des moyens mis à la disposition des associations ; le doublement du budget au secrétariat d'Etat à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs, entre autres...

Pour les jeunes de Léo-Lagrange, c'était, l'année dernière, le « droit à la fête » sur la plage du Lido de Barcarès... Une réussite. En 1974, le festival permanent se tiendra à la Maison des jeunes de Perpignan. Ce sera la découverte de la Catalogne française et espagnole. Sans doute, de nouveau, une réussite...







Un village Tourisme et Travail, dans l'île de Ré.



Défi aux architectes

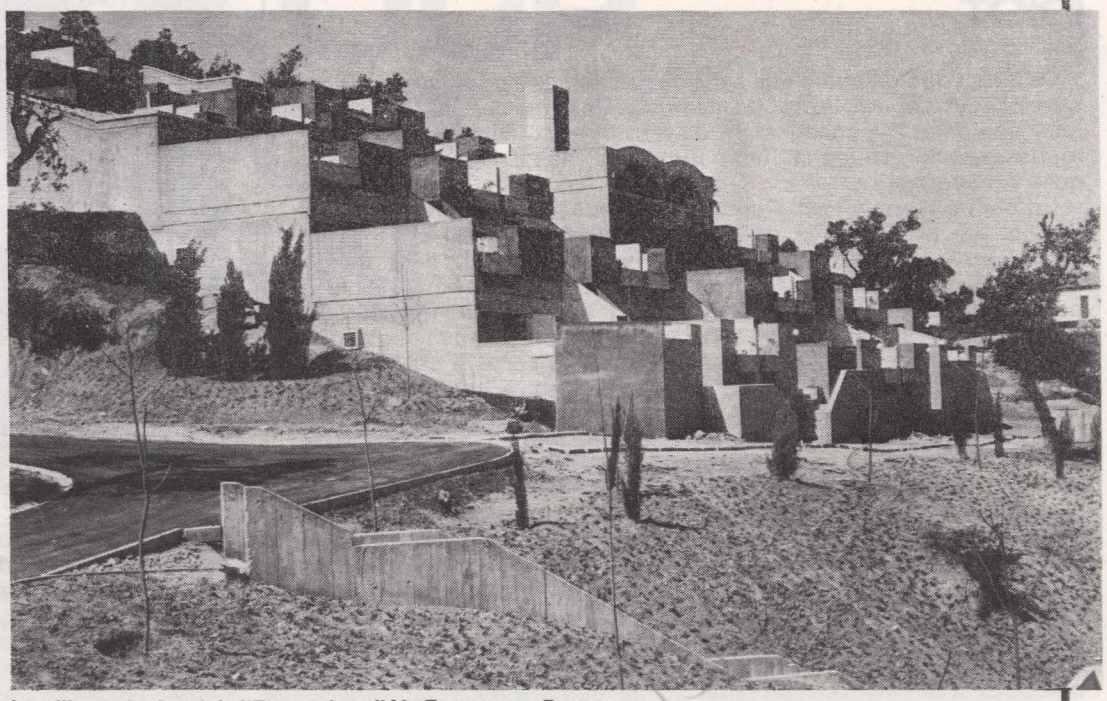
On en a fini des « colonies de vacances ». Des bâtisses longues et hautes, genre hôtel qui n'en est pas un. Fini, ce genre de construction. Et tant mieux. Cependant, les Maisons familiales « en dur », reproduites sur cartes postales en couleurs et qui faisaient la fierté des comités d'entreprise, abriteront encore des vacanciers heureux.

Mais aujourd'hui l'urbanisme a mis sa patte sur l'habitation de loisirs. Et, en ce qui concerne le domaine du tourisme social, encore vierge, il peut en faire quelque chose de très bien ou tout rater. Pour ce qui est du tourisme commercial, les H.l.m. des neiges et des plages sont parlantes. Il n'y a plus rien à faire, ni à dire.

L'urbaniste, même s'il « se défonce », n'aura pourtant pas la tâche facile. Il devra tenir compte des impératifs du programme, obéir à des objectifs précis et réaliser avec peu de moyens. Aux prêts des établissements bancaires aux associations, sur 25 ou 30 années, correspondaient jusqu'à présent une construction traditionnelle, en béton le plus souvent, faite pour durer 25 ou 30 ans, ce sera à revoir. Avec la venue sur le marché de matériaux légers — le plastique et ses dérivés, le bois, le verre — il est permis de croire aux succès des maisons « adaptables », plus souples de conception, plus intégrées à une région. On n'exclut pas la maison mobile, devenue l'élément d'un assemblage. L'imagination débordante de certains laissant libre cours à leur fantaisie, à leur goût du sensationnel ou à leurs fantasmes plutôt qu'à l'étude des besoins réels. On risque fort de voir se créer une « architecture de vacances » particulièrement difficile à vivre.

En faisant un « appel d'idées » aux jeunes architectes, le ministère de l'Equipement, par l'intermédiaire du Programme architecture nouvelle et en exposant les projets au public, montre jusqu'où les excès peuvent conduire. Est-ce que ce qu'on nomme « le dépaysement par les formes » conduira l'homme jusqu'aux sources de son Histoire : homme-castor, homme-troglodyte ? Et, sorti de ses tours, se fera-t-il homme de Cro-Magnon ? Que l'utilisation de l'espace et son organisation posent un véritable problème, personne n'en doute. Il est difficile, en tenant compte des coûts, de créer à partir de rien un « village » où la communication soit possible, où les équipements soient polyvalents, où chacun soit à la fois chez soi et avec les autres, où la nature soit présente et le confort suffisant. Ces problèmes sont réels.

Qu'on soit à la recherche d'une nouvelle conception d'habitat visant à une amélioration de la qualité est souhaitable. Qu'on montre un grand intérêt à l'architecture des loisirs, soit. Mais alors, l'habitat principal n'est-il conçu que pour y dormir ? Le droit à la qualité de la vie n'est-il valable qu'un mois sur douze ? Et pour 48 % des Français seulement. Ceux qui peuvent partir.



Le village du Comité d'Entreprise d'Air-France, en Provence.

Mais l'Etat a tout de même aidé, pour éviter de trop gros reproches et montrer qu'il avait aussi de bonnes intentions, les Villages-vacances-famille (V.v.f.). En association avec la Caisse nationale de Sécurité sociale, l'Union nationale des caisses d'allocations familiales, la Fédération française de tourisme populaire a bâti le plus important des organismes de tourisme familial d'Europe. Sur des terrains le plus souvent « donnés » par des municipalités soucieuses d'apporter quelques revenus à leur budget, avec la Scic comme promoteur, V.v.f. a pu recevoir 273 000 personnes en 1973. En s'installant à la Martinique et à la Guadeloupe, V.v.f. marche sur la lancée — ou sur les brisées — du Club méditerrannée. Mais, pour les autres organisations, c'est presque la misère. L'Occaj a un temps joui de subventions — lors du passage de Maurice Herzog au secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports — mais elle rentabilise aujourd'hui très difficilement ses réalisations. On dit que l'avenir des Maisons familiales de vacances est précaire. L'association Renouveau, issue de Vie nouvelle, n'a pas pu se développer. L'Union des centres de plein air, faute de crédits, freine son expansion. Les Glénans — spécialisés dans la voile — survivent en empruntant. Quant au Touring-Club de France, il est passé dans le circuit commercial.

Reste ce qui fut l'armature même du tourisme social : les syndicats. La C.g.t. soutient depuis sa création Tourisme et Travail. Après les années difficiles, grâce à la qualité des réalisations, grâce au Fonds national d'investissement et au respect des prérogatives des comités d'entreprise, Tourisme et Travail vient de retrouver un second souffle. Côté C.f.d.t., Force ouvrière et Fen, le lancement du Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs (Cecorel) a permis de bâtir une structure qui se veut « le point d'appui d'une transformation globale du secteur loisir-vacances affranchi du mercantilisme ». Derrière le jargon se cache la prise de conscience que le tourisme social ne peut plus être un tourisme « bricolé ». Le temps des hommes de bonne volonté est terminé. En 1974, il ne s'agit plus de construire des bungalows, de poser quelques villages sur un piton pyrénéen ou dans une oliveraie pour satisfaire les vacanciers. Si la trilogie repos-soleil-mer sont des composantes nécessaires d'un séjour réussi, d'autres besoins se sont fait jour. Parce que le temps consacré au travail déborde sur celui des loisirs, celui du sommeil, parce que la culture est absente du quotidien, les vacances devraient permettre aux travailleurs de reconquérir une dignité perdue.

C'est parce qu'il s'adresse à ceux qui travaillent le plus que le tourisme social se préoccupe particulièrement du bien-être physique de chacun. Et qu'il propose non pas un bien de consommation, mais une manière d'être. Un livre, un journal qui traîne sera lu. Les soirées « discussions » ne sont pas forcément ennuyeuses. Et l'action culturelle n'est pas contraignante lorsque, autour d'un verre, on évoque les problèmes de la vie de tous les jours. L'éducation des enfants, la vie syndicale ou politique ou les discussions sur une partie de volley font partie de la culture. Et c'est là que le tourisme social a tout à inventer.

L'exemple du Languedoc

« Tout est prévu, y compris la liberté ». Cette formule a assuré le succès des organismes commercialisés. C'est la prévision, la prise en charge totale, qu'il s'agisse des formalités, des détails de la vie de tous les jours ou du rêve qui a séduit une bonne partie de ceux qui, un mois durant, « bronzent idiot ». Les villages de vacances commerciaux sont devenus le lieu où l'on ne fait rien, l'endroit où les valeurs qui faisaient le prix du tourisme — l'aventure, l'invention, la débrouillardise — ont disparu. La culture, lorsqu'elle y est distillée, est là aussi seulement absorption. C'est pourquoi, qu'il s'agisse du sport, des loisirs des jeunes, de ceux du troisième âge, les organisateurs du tourisme social peuvent expérimenter ce qui sera le tourisme de demain.

Pour Jean Hodebourg, sécrétaire général-adjoint de Tourisme et Travail, « le premier problème est de savoir ce que veulent les gens. » Son organisation a commandé une étude pour déterminer ce qu'attendent les salariés des vacances. Bien sûr, il y a le sport. Mais quel sport ? L'enquête faite par le secrétariat d'Etat au Tourisme en 1972 révélait que 64 % des vacanciers n'avaient pratiqué aucune activité sportive. Dans un club, les pourcentages sont fatalement modifiés. Mais, au total, seulement 1,8 % des Français auraient pratiqué l'équitation, 1,2 % la voile, etc. C'est que la pratique d'un sport est chère. Et si la possibilité de pratiquer le sport de son choix est comprise dans le forfait, c'est ce dernier qui est cher. Il s'agit donc de bâtir des structures financières permettant aux salariés de pratiquer l'activité de leur choix à des coûts les plus bas possible, mais en même temps de modifier le rapport créé entre chacun de nous et une pratique culturelle ou sportive quelconque. L'équitation est-elle un sport de riches ou un sport de paysans ? En un mot : « L'action ouvrière a contraint la bourgeoisie à accorder des congés, le patronat s'efforce de reprendre à son profit — financier et idéologique — le temps qu'il a dû céder, il nous faut, maintenant que nous avons le temps, le remplir à notre profit. »

→

NE PLUS BRONZER IDIOT

→

Cela veut dire résoudre une série de problèmes a priori insurmontables. Et, tout d'abord, le problème foncier. Un camp de vacances coûte cher, très cher. L'Aménagement du territoire a oublié au passage le tourisme social. Tout a été fait pour attirer dans les régions touristiques les étrangers.

Un chiffre résume tout. Dans le Languedoc-Roussillon, 25 % des lits ont été réservés aux organismes sans but lucratif et 75 % au secteur privé. Les lits réservés au tourisme social, qui plus est, l'ont été soit dans les zones les moins attractives, soit dans celles où le secteur privé a fait faillite. Et si dans ces régions les promoteurs ont réussi à vendre, les organisateurs de tourisme social n'ont pas pu acheter. Ou rarement. Aux uns le front de mer, aux autres l'arrière pays. Sur la côte du Languedoc, le prix du terrain nu était, à l'origine, de 1 à 3 F le m2. Viabilisé, la mission d'aménagement l'a vendu à 150 F. Les promoteurs revendent aujourd'hui le m2 habitable 2 000 F. Mais les organismes de tourisme social ont vu passer le prix qui leur était concédé de 22 F en 1973 à 44 F en 1974 ! Les meilleurs terrains réservés au privé ont ensuite été recouverts de béton. Mais de béton cher. Les études de marché entreprises par la mission d'aménagement avaient porté sur une clientèle « solvable ». L'architecture mise en œuvre, le train de vie qu'elle nécessite ont le plus souvent écarté de fait les organisations à but non lucratif. Il a pourtant fallu créer des villages, c'est-à-dire investir. Puis prévoir un encadrement. Sans grands moyens, l'un et l'autre sont difficiles. Résultat : la qualité des services rendus peut rarement se comparer à celle fournie par les clubs privés.

Pas seulement la quantité

C'est dans ces conditions difficile que les mutations doivent aujourd'hui être entreprises. Et pourtant, c'est là que réside la chance du tourisme social. Autrement, comme le dit Yves Raynouard, co-auteur du livre, « Tourisme social : état d'urgence » (éditions Tema) : « Aura-t-il encore quelques raisons de se nommer ainsi lorsqu'il sera parvenu à percer son tunnel, s'il y parvient, dans sa forme actuelle ? Ou bien ne débouchera-t-il pas sur une place vide un beau jour de juillet, tout le monde étant las d'attendre, parti se faire rôtir aux bons soins de l'agence Schtroumf qui, plus astucieuse que les autres, aura trouver le moyen de faire de l'argent avec ceux qui n'en ont pas ? ».

Les réponses apportées par les mouvements sont souvent différentes. Pour ne pas écrire divergentes. L'isolement dans lequel ils se sont trouvés depuis la fin de la guerre y a contribué. Si tous sont d'accord pour demander soit des subventions, soit des crédits à des taux « interessants », soit des baisses sur les taux de T.v.a. — en 1973, une campagne commune a eu lieu pour la baisse du taux de T.v.a. sur le camping — les divergences apparaissent dès qu'il s'agit du contenu des vacances proposées. Les uns mettant l'accent sur « des vacances autogérées », les autres sur « le contenu des vacances », d'autres enfin sur « l'aspect familial ». Le temps ne semble donc pas encore venu d'un mouvement cohérent, unitaire. Pourtant, bien des modifications sont apparues dans le comportement des uns et des autres. Les rapports plus ou moins étroits qu'ils entretiennent avec les organisations syndicales — et pour certains de leurs militants avec des partis politiques — font que les retombées de l'union de la gauche doivent jouer là aussi. Ce n'est pas un hasard si le mouvement est né en 1936, ce n'est pas un hasard si le loisir est devenu une revendication. Les expériences faites par le mouvement syndical ont porté leurs fruits. La « guerre » qui a eu lieu dans ce secteur pendant plusieurs années peut déboucher sur un pacte de non- agression avant même d'aboutir à une alliance.



Un voyage Tourisme et Travail pour le 3e âge.

Et c'est là que les vacanciers vont reprendre la parole. Car ces dernières années ont été marquées par la naissance d'un tourisme différent. Ceux qui ne veulent plus « bronzer idiot » sont de plus en plus nombreux. La belle mécanique du secteur commercial risque de trouver là le grain de sable qui peut la paralyser. Et si, jusqu'à aujourd'hui, ce tourisme a pu absorber et récupérer les désirs de ceux qui partent, si l'idéologie du voyage, la mer et le soleil ont pour l'instant suffi à assumer leur succès, il n'est pas évident — loin de là — qu'il puisse absorber des revendications de type qualitatif. Quant aux couches sociales frustrées de congé, la logique même de la société fait que le secteur commercial n'est pas à même, pour de nombreuses années encore, de leur proposer des départs à un prix acceptable.

L'exemple des retraités est, à cet égard, significatif. C'est par l'intermédiaire des mutuelles, des municipalités démocratiques, des syndicats que la majorité des retraités qui partent en vacances peuvent le faire. On le voit, qu'il s'agisse des problèmes de « quantité » ou de « qualité », le tourisme social a encore de beaux jours devant lui. Mais, pour cela, il faudrait aussi qu'il arrive à conquérir des couches sociales qui, actuellement, utilisent le secteur commercial. Pour les responsables des différentes organisations la boucle est bouclée : afin de faire un tourisme différent et d'accueillir plus de vacanciers, il leur faut d'abord investir. L'Etat n'y aidant pas et la nécessité faisant loi, c'est par la coopération de tous qu'un nouvel essor est possible. Car, comme le disait un responsable du mouvement, il ne nous reste que deux solutions : « S'unir ou périr ».

JOSETTE BARBIERI

1) Tourisme et Travail : 2 rue Pigalle 75009 Paris (tél. 285-49-27) ; Cecorel : 38, avenue Hoche, Paris (tél. 766-51-30).

1974, année verte

Le vert est n° 1 au hit-parade des couleurs. Il s'étale sur les affiches comme une pelouse verte place de la Concorde. Vert comme un arbre oublié sur une dalle de béton. Symbole de la nature perdue, il est la couleur adéquate pour la promotion du « tourisme à la campagne » — verte encore.

C'est une association, T.e.r. (Tourisme en espace rural), regroupant six organisations, qui est à l'origine de « l'année verte : »

— la Fédération nationale des gîtes ruraux de France (34, rue Godot-de-Mauroy, Paris 75009, Tél. 073.25.43) ;

— la Fédération nationale des logis de France et auberges rurales (25, rue Jean-Mermoz, Paris 75008, Tél. 359.86.67) ;

— l'association Villages - vacances - familles (90, bd Latour-Maubourg, Paris 75007, Tél. 555.02.28) ;

— l'Association française des stations vertes de vacances, service Tourisme - Préfecture 72000 Le Mans, Tél. 84.96.00 ;

— la Fédération nationale des comités régionaux de propagande des produits agricoles (43, rue de Naples, Paris 75008, Tél. 292.42.11) ;

— le Touring-Club de France (65, avenue de la Grande Armée, Paris 75016, Tél. 727.89.89).

En mettant en commun quelque 300 000 lits de vacances en espace rural, ces associations visent deux objectifs : la rentabilité accrue des équipements par une meilleure organisation et la promotion du produit « tourisme rural ». Il s'agit d'aménager les espaces ruraux sans les dénaturer. D'informer les citadins sur les conditions de vie de la population paysanne. Et de permettre aux ruraux de recevoir « ceux de la ville » le mieux possible. Il s'agit de rencontres. En proposant un manifeste du tourisme en espace rural, T.e.r. souhaite le rapprochement de deux populations souvent isolées l'une de l'autre.

Sur le plan écologique, c'est favoriser une meilleure prise de conscience de la nécessité de protéger le milieu rural. Une sensibilisation plus aiguë en faveur de la conservation du patrimoine historique, architectural, culturel du pays.

Sur le plan économique, une ressource complémentaire pour les ruraux, un développement économique pour la région, un meilleur aménagement rural. Et des vacances moins chères pour les citadins.

Sur le plan international, le brassage de peuples différents, la possibilité de faire connaître des produits authentiques et de qualité.

Enfin, les vacances à la campagne sont l'occasion d'une belle leçon de choses. Et quelles ressources ! 12 000 km de sentiers de grandes randonnées, 800 communes offrant des possibilités d'équitation, 750 possèdant une piscine. Et puis encore, le canoë kayak, les promenades à vélo... et 7 millions de pêcheurs. Il est grand temps d'aller se mettre au vert.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 14 JUIN

Coupe du monde de football sur la 1ère chaîne : R.f.a. - Chili (15 h 50) et Zaïre-Ecosse (19 h 20).

Une dramatique de Gilles Perrault et Jean Cosmos sur l'espionnage : « L'implantation » (20 h 35, ch. 2).

A l'émission Questionnaire, Pierre Dreyfus, P.d.g. de Renault, et la saturation automobile (21 h 30, ch. 3).

L'Irlande et l'Egypte « au rendez-vous des grands reporters » (21 h 35, ch. 1).

SAMEDI 15

Football : Hollande-Uruguay (15 h 50, ch. 1), Pologne-Argentine (17 h 50, ch. 2) et Suède-Bulgarie (20 h 15, ch. 1).

DIMANCHE 16

Les 24 heures du Mans (9 h, 14 h 30, 16 h 15, ch. 1 et 15 h 30, ch. 2).

L'anthropologue Claude Lévi-Strauss (21 h 35, ch. 2).

Un film muet rarissime, le premier réalisé par Stroheim : « Maris aveugles » (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 17

Une enquête de la 3e chaîne sur les charges locatives (18 h 50, ch. 3).

MARDI 18

Football : Allemagne de l'Ouest-Australie (15 h 50, ch. 2) et Brésil-Ecosse (19 h 20, ch. 1).

Un film surfait, mais qui fit naître le mythe du Motard : « L'équipée sauvage » (20 h 35, ch. 2).

Odile Versois et François Simon jouent « La sonate à Kreutzer », de Tolstoï (20 h 40, ch. 3).

Dans la série scientifique de Nicolas Skrotsky et Robert Clarke : qu'est-ce qu'une race et pourquoi le racisme ? (21 h 20, ch. 1).

MERCREDI 19

Football : Italie-Argentine (19 h 20, ch. 1) et Hollande-Suède (22 h 15, ch. 2).

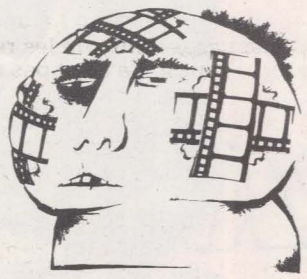
Les Trois vérités, de Duhamel-Campana-Bassi (21 h 15, ch. 1).

Quand les enfants « réinventent la mer » : un film de Jean Schmidt, prix Louis-Lumière 1972 (21 h 30, ch. 3).

JEUDI 20

A grand écran : « Quadrille », un imbroglio sentimental traité par Sacha Guitry (20 h 30, ch. 1).

L'Inde ; le « sixième continent » (la mer) au magazine 52 (20 h 40, ch. 3).



Cinéma

*** O.r.t.f. : Quinze ans de recherches.**

Au cinéma La Pagode, parmi les spectacles et débats du service de la Recherche de l'O.r.t.f. : « Les jours glacés » du Hongrois Andras Kovacs et des films de Foldès et Jacques Brissot (samedi) ; des courts métrages d'Alexeieff, Lapoujade, Mac Laren, etc. et « L'italien des roses » de Charles Matton (dimanche) ; « Les années Lumière » et des films de Piotr Kamler et Raoul Sangla (mardi).

*** Marco Pico : Un nuage entre les dents**

Deux journalistes de faits divers nous font découvrir les mystères d'un Paris pittoresque et émouvant comme s'ils nous emmenaient marcher sur la lune. Une poésie insolite et tendre baigne cette satire de la presse.

Bande dessinée diront certains. Oui, mais cette burlesque épopée permet au tandem Philippe Noiret-Pierre Richard de toucher du doigt la réalité quotidienne.



Livres

POLITIQUE

*** Charles Bettelheim : Les luttes de classes en U.r.s.s. ; 1ère période, 1917-1923 (Le Seuil-Maspéro).**

La fin d'une ère historique. Bettelheim balaye les roucoulades du genre «c'est grâce à notre grand parti que... ». Il montre que rien n'a été simple dans les transformations sociales et économiques de l'U.r.s.s. après la révolution d'Octobre, et que subjectivisme et stalinisme ont fait long feu.

*** Armand Mattelart : Mass media, idéologies et mouvement révolutionnaire - Chili 1970-1973 (Anthropos).**

La gauche au pouvoir face aux moyens d'information. Une donnée fondamentale de la « tragédie chilienne ».

*** Chili au cœur (Editions de la Courtille).**

Textes et images de la réalité chilienne. Un album de solidarité.

*** Régis Debray : Les épreuves du feu, tome 2 de la Critique des armes (Le Seuil).**

Réflexions sur les luttes armées qui se sont déroulées dernièrement au Vénézuela, en Uruguay et au Guatémala.

IDEES.

*** Marx, Engels : Etudes philosophiques (Editions sociales).**

Il y a là des textes essentiels : des extraits des « Manuscrits de 1844 », des « Thèses sur Feuerbach », de « L'idéologie allemande », de « Misère de la philosophie », de « La Sainte Famille »...

*** Thomas More : L'Utopie (Editions sociales).**

Aux sources de l'humanisme et d'une conception sociale de l'aventure humaine.

*** Lucien Seve : Marxisme et théorie de la personnalité (Editions sociales).**

Les sciences humaines, de la sociologie à la psychanalyse, sont « interrogées » par un philosophe marxiste qui réintroduit l'homme et une « psychologie concrète » dans le domaine de l'Histoire. Un livre important.

LITTERATURE.

*** Aragon : Théâtre-Roman (Gallimard).**

L'Histoire n'a qu'à se bien tenir. Aragon lui règle son compte. Dans une œuvre immense. Dans un fourre-tout gonflé par la peur de n'avoir pas le temps de tout dire. 452 pages vivantes dans l'ombre de la mort.

POLEMIQUE

*** André Wurmser : 150 nouveaux, mais... (Editeurs français réunis).**

Quelques-uns des billets quotidiens, ironiques et subtils, qu'André Wurmser écrit pour « l'Humanité ».

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	☐
par chèque postal	☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.


JE-SUIS-MI-NIS-TRE
LA-LA-LÉ-RE


BON. QUELLE REFORME JE VAIS FAIRE POUR ASSEOIR MA REPUTATION ?




JE POURRAIS FAIRE DÉPLACER LES USINES FORD A NANCY




OU BIEN JE POURRAIS FAIRE RÉENFERMER MIKIS THÉODORAKIS






EUREKA !!

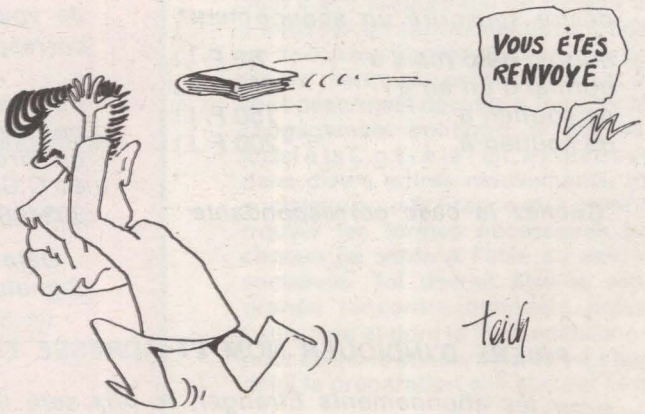

ENTREZ !
TOC
TOC
TOC


C'EST MOI, M'SIEUR L'PRÉSIDENT, VOTRE MINISTRE DES RÉFORMES
QU'EST-CE QU'IL Y A SERVAN-SCHREIBER, VOUS AVEZ TROUVÉ UNE RÉFORME ?


VOILA M'SIEUR L'PRÉSIDENT IL S'AGIRAIT DE


ENFIN JE PENSAIS QUE... ON POURRAIT PEUT-ÊTRE, SI VOUS VOULEZ BIEN


J'AVAIS PENSÉ QUE VOUS POURRIEZ METTRE FIN AUX EXPÉRIENCES NUCLÉAIRES


VOUS ÊTES RENVOYÉ

teich